



Fédération de
Seine-Saint-Denis

RAPPORT D'ACTIVITÉ

[2016 | FCS93]

FÉDÉRATION DES CENTRES SOCIAUX



SOMMAIRE

I EN PRÉAMBULE	P 5 - P 11
I VIE ASSOCIATIVE	P 12 - 14
I ENJEUX TRANSVERSAUX : EGALITÉ DE TRAITEMENT ET JEUNESSE	P 15
I ORIENTATION A : APPROFONDIR NOTRE PROJET POLITIQUE DANS UN MONDE EN MOUVEMENT	P 17 - 26
I ORIENTATION B : RENFORCER ET ACCOMPAGNER LES CENTRES SOCIAUX DANS LEUR FONCTIONNEMENT POUR CONSOLIDER LEURS FONCTIONS DE BASE	P 28 - 31
I ORIENTATION C : METTRE LE POUVOIR D'AGIR AU COEUR DE NOS PROJETS	P 32 - 35
I ORIENTATION D : ACCOMPAGNER LES CENTRES SOCIAUX DANS DES RÉPONSES À DES QUESTIONS SOCIALES ET SOCIÉTALES	P 36 - 47
I CHANTIERS SUPPORTS : QUALIFICATION ET COMMUNICATION	P 48 - 52
I ANNEXES : BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT	P 53 - 60

communication



jeunesse

qualification



accès aux droits



PRÉAMBULE

2016 a été la première année pleine de mise en œuvre du second projet fédéral départemental. Ce projet, il est intéressant de le souligner, fait par ailleurs écho au projet fédéral national, voté sur la période 2014-2022. Intéressant, car nous voyons par ce biais des préoccupations en enjeux traverser les différentes échelles de notre réseau, du départemental au national : le développement du pouvoir d'agir des habitants, comme levier d'émancipation et de transformation sociale, la qualification des acteurs, salariés et bénévoles, comme outils au service du premier.

Il nous semble néanmoins important de souligner, que ces objectifs et enjeux majeurs pour le réseau des centres sociaux, s'inscrivent dans un contexte qui nous semble tendre vers une précarisation accrue des populations de nos territoires, avec encore, le creusement d'inégalités. L'accès aux droits est apparu, en 2016, dans le réseau, comme un sujet sur

lequel la fédération doit aujourd'hui travailler arduement :

Il y a par ailleurs eu des nouveautés et changements, en 2016, pour l'équipe et plus largement la fédération, avec une mobilisation forte autour de l'achat du nouveau siège fédéral, projet qui a pu voir le jour après des années de prospection !

L'accueil d'un nouveau collègue, avec la création d'un 3ème poste de chargé de projets, au sein de l'équipe, a également auguré d'un développement qu'il nous faut accompagner.

Vous trouverez une présentation détaillée de l'ensemble des actions menées au sein du réseau en 2016, à partir d'une présentation qui reprend les orientations du projet fédéral, permettant à tout un chacun de s'en saisir, et collectivement d'en faire une évaluation facilitée.

Nous vous en souhaitons une bonne lecture !

NOS MODALITÉS DE TRAVAIL

Les groupes de travail

La Fédération accompagne, de manière collective, les acteurs des centres sociaux au travers de groupes de travail. Ces groupes sont ouverts aux bénévoles et aux salariés-es. Deux catégories de groupes de travail se distinguent. Ceux engageant une réflexion autour des fonctions de bases des centres sociaux : Pti'Déj Directeurs-trices, Référents-es familles, Chargés-es d'accueil. Et ceux travaillant autour de questions sociales et sociétales par une entrée par publics ou par thématiques : usages du numérique, Commission culture, Commission jeunesse, Egalité, Seniors, Coordinateurs-trices ASL, Fabrique d'initiatives citoyennes. Les groupes de travail permettent de traiter les sujets en profondeur, ils favorisent l'échange de pratiques et participent à l'animation du réseau. Les groupes de travail peuvent émerger en fonction des demandes. Ces derniers ont vocation à répondre aux enjeux identifiés ; Leur inscription dans la durée et/ou leur mise en place sont fonctions de ces enjeux.

Formations

La Fédération met en place des formations à destination de tous-tes, bénévoles et salariés-es des centres sociaux. Ces formations sont élaborées avec l'exigence particulière de consolider la coopération entre tous les acteurs qui agissent au quotidien pour faire vivre le projet du centre social. En effet, la qualification des acteurs est un chantier transversal du projet fédéral. Elle représente un enjeu fort pour le développement des quartiers et le renforcement du pouvoir d'agir des habitants-es. Un travail important est effectué pour proposer une offre

toujours plus adaptée aux différents parcours des acteurs-trices des centres sociaux. Au-delà de l'offre proposée par la Fédération, il est également possible de co-construire des formations à la demande et/ou sur sites en fonction des envies et des besoins.

Rencontres fédérales

La Fédération met régulièrement en place des rencontres fédérales pour animer le réseau des centres sociaux. Ces rencontres sont diverses, tant dans les thématiques traitées que dans leurs formats (apports théoriques, sensibilisation, échanges de pratiques, valorisation de projets ...). Le nombre de rencontres est donc variable d'une année à l'autre. Néanmoins, de grands rendez-vous annuels s'inscrivent dans le temps : la Rencontre des élus-es, le Festival Transit, la Rencontre départementale Egalité.

Accompagnements individuels

La Fédération accompagne également les centres sociaux de manière individuelle et sur demande. Ils peuvent aussi bien concerner l'appui à la mise en place d'un projet, que des questions concernant les ressources humaines ou financières. Toutes les thématiques peuvent faire l'objet d'un accompagnement. Dans la majorité des cas, les accompagnements individuels se concentrent sur les démarches participatives, les renouvellements de projets sociaux, la lutte contre les discriminations, les situations difficiles d'ordres financière et/ou politique.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration en 2016 est composé de :

Collège des Professionnels (10) :

- **Mme Sabrina BOUSEKKINE**, Chargée de mission à la vie associative au centre social Clara Zetkin de Villetaneuse
- **M. Mourad CHALAL**, Coordinateur à l'Association des Centres Sociaux d'Aulnay-sous-Bois
- **Mme Nadine CLARISSE**, Coordinatrice développement local et environnement, au centre social du Gros Saule à Aulnay-sous-Bois
- **M. Franck ESVAN-GAUTIER**, Directeur du centre social APJC, aux Pavillons-sous-Bois - Trésorier
- **Mme Cathy GIRARD**, Directrice du centre social des Marnaudes à Rosny-sous-Bois
- **Mme Céline GRIMAUD**, Référente famille au centre social Grand Air à Montreuil - Secrétaire adjointe
- **M. Christophe LAPLACE CLAVERIE**, Directeur du centre social Berty Albrecht à Aubervilliers
- **M. Pierre VERGNOLLE**, Directeur du centre social Georges Brassens à Bondy
- **M. Andréa SALIS**, Coordinateur Jeunesse au centre social Rougemont à Sevran

- **Mme Stéphanie ZURECKI-SCARDINA**, Directrice du centre social Louise-Michel à Neuilly-sur-Marne - Vice-Présidente

Collège des Bénévoles (7) :

- **Mme Nawal EL HASNAOUI**, Adjointe au chef de Projet Politique de la Ville à Stains
- **M. Francisco GARCIA-CANELO**, Directeur du Centre Communal d'Action Sociale de Bondy - Secrétaire
- **M. Djamel KABACHE**, Directeur du service Démocratie, Jeunesse et vie sociale des quartiers à Bagnolet
- **Mme Marie MAUREY**, Assistante sociale du personnel, à la ville de Bondy - Trésorière adjointe
- **Mme Nadia MERAKCHI**, Cheffe de projet, Coopérance à Saint-Denis - Présidente
- **Mme Hanan MILOUDI**, Directrice de Garances, Bobigny - Vice-Présidente
- **Mme Véronique SAINT-AUBIN**, Directrice de l'association SFM AD, à Stains

Collège des Institutionnels (2) :

- **Mme Muriel CASALASPRO**, Maire-adjointe de Montreuil
- **Mme Monique VERTE**, Maire-adjointe de Villepinte

L'ÉQUIPE

Céline HEITZMANN – Déléguée fédérale

- Vie fédérale
- Pilotage global de la Fédération
- Missions spécifiques :
 - Appui à la création de nouveaux centres
 - Soutien aux centres existants
 - Administration / Gestion
 - Projet fédéral
 - Parentalité
 - Observatoire des centres sociaux
- Formations des salariés-es et des bénévoles
- Représentation de la Fédération auprès des partenaires
- Implication dans le réseau régional (UFFCS) : Commission Formation, Réunions des Délégués-es, Vie statutaire
- Implication dans le réseau national (FCSF) : Vie statutaire, Réunions des cadres fédéraux

Faïda YAHIAOUI – Chargée de projets

- Vie fédérale
- Missions spécifiques :
 - Référente Egalité de traitement
 - Vieillesse
 - Accueil
 - Linguistique
- Formations des salariés-es et des bénévoles
- Appui à la mise en œuvre du Projet fédéral
- Implication dans le réseau régional (UFFCS) : Commission Lutte contre les discriminations et Commission Vieillesse

Elsa VACHERON – Chargée de projets

- Vie fédérale
- Missions spécifiques :
 - Culture
 - Référente Communication (print, web, graphique)
 - Usages du numérique
- Formations des salariés-es et des bénévoles
- Appui à la mise en œuvre du Projet fédéral
- Implication dans le réseau national (FCSF) : Communication

Roman ORINOWSKI – Chargé de projets

- Vie fédérale
- Missions spécifiques :
 - Jeunesse et mobilité européenne
 - Référent Fabrique d'Initiatives Citoyennes et participation des habitants
- Formations des salariés-es et des bénévoles
- Appui à la mise en œuvre du Projet fédéral
- Implication dans le réseau régional (UFFCS) : Commission Jeunesse
- Implication dans le réseau national (FCSF) : Mobilité européenne

Carine TEIXEIRA – Secrétaire fédérale

- Vie fédérale
- Accueil
- Suivi administratif et comptable
- Communication
- Appui à la mise en œuvre du Projet fédéral

Lamia HASSAID - Agent d'entretien

LE RÉSEAU

Chiffres clés

67 centres sociaux sont implantés sur le département
49 centres sociaux adhèrent à la Fédération, **10** centres sociaux sont en cours d'adhésion et **4** sont en émergence.

Parmi les centres sociaux adhérents :

17 centres sociaux associatifs

28 centres sociaux municipaux

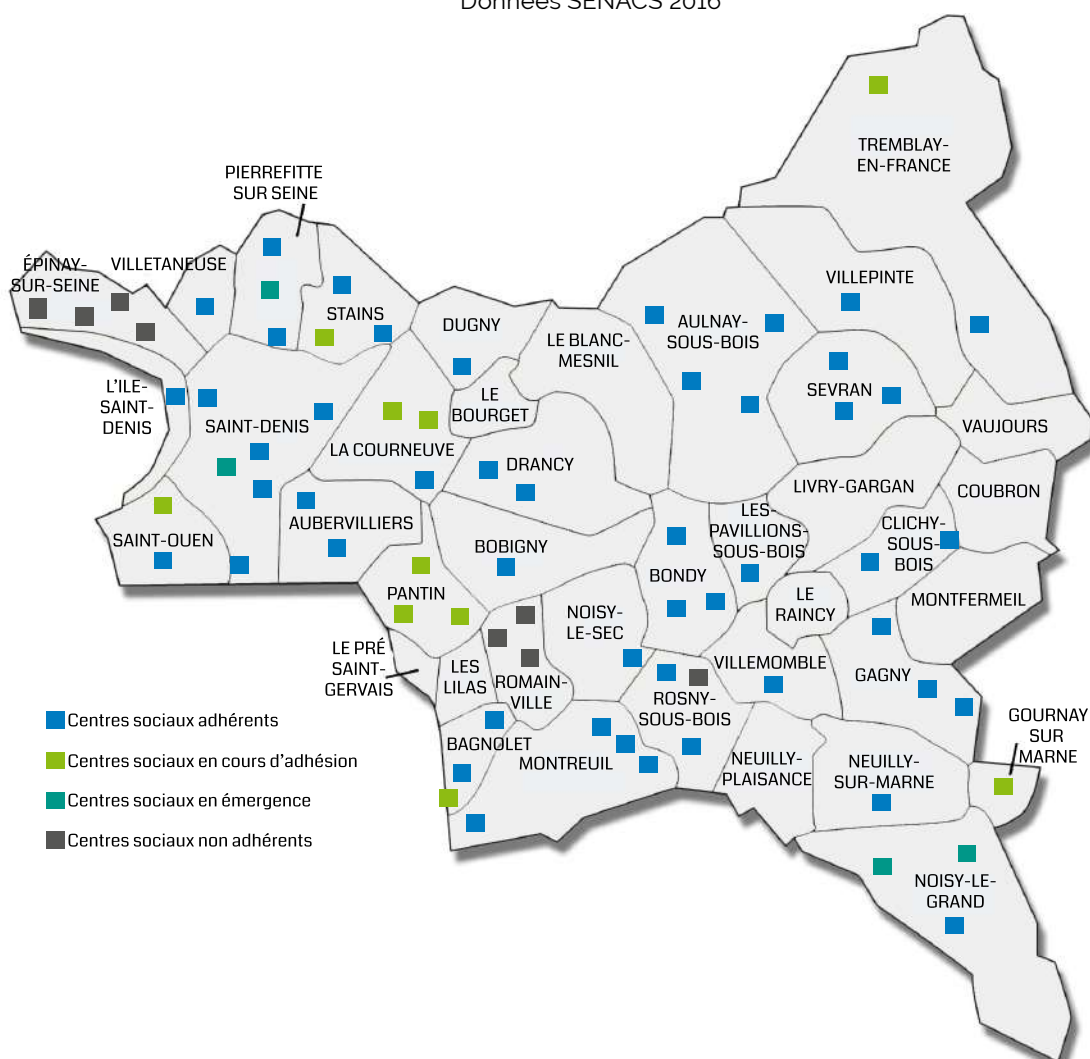
2 centres sociaux gérés par des CCAS

2 centres sociaux en gestion directe CAF

584 279* personnes vivent dans les quartiers où sont implantés les centres

1 357* salariés et **948*** bénévoles s'impliquent dans ces structures

* Données SENACS 2016



REMERCIEMENTS

Nous remercions les différents intervenants-es, qui, au long de l'année ont accompagné la Fédération dans la mise en oeuvre de son projet auprès de ses adhérents-es ; Par le biais d'interventions, de formations. Leurs apports auprès du réseau permettent d'alimenter nos pratiques.

- **La Compagnie de l'Artisanat des Menteurs** - lancement de la Fabrique d'Initiatives Citoyennes pour les Vœux de la fédération
- **Audrey Pinorini, La Scop L'Orage** - formation "Développement du Pouvoir d'Agir" session 1
- **Adeline Delepinay, L'Alliance Citoyenne** - formation "Développement du Pouvoir d'Agir" session 2
- **Hélène Balazard** - formation "Développement du Pouvoir d'Agir" session 2
- **Stéphan Bourtayr, La FOL 93** - formation "Contrat Local d'Accompagnement Scolaire"
- **Fatma-Zohra Mammam** - formation "Atelier Sociolinguistique" et "Pédagogie du Jeu dans les Atelier Sociolinguistique"
- **Julien Bush** - formation "Pédagogie du Jeu dans les Atelier Sociolinguistique"
- **Hélène Vidaud, Pas Bête la Mouche** : formation "Parcours bénévole en centre social" & prestation d'appui au pilotage fédérale pendant la période d'absence de la déléguée
- **Magali Réf, Cultures du cœur 93** - premier module du parcours de formation à la médiation culturelle "Initiation à la médiation culturelle"
- **Gaëlle Brynhole, Maison de la Culture 93** - premier module du parcours de formation à la médiation culturelle "Initiation à la médiation culturelle"
- **Noor Douadi Dramé, Simplon.co** - formation "A la découverte du numérique au quotidien"
- **Laurent Barnier et Tamer El Aïdy, Les Petits Débrouillards** - formation "A la découverte du numérique au quotidien"
- **Marine Muller et Astrid Garcia, L'Ecole du livre Jeunesse** - Dispositif "Des livres à soi"
- **Lou Tordjman et Dimitri Dubreucq, La Compagnie Idéale** - Festival interculturel Transit
- **Samuel Thomas, Ethnoart** - Rencontre départementale Egalité
- **Eric Vinson et Marine Quenin, Enquête** - formation "Laïcité"
- **Matthieu Piegay, Accolades** - recherche action "La participation en centre social municipal" et formation "Renouvellement de projet social"
- **Olivia Maire, Profession banlieue** - rapport biennal et formation "Laïcité et Valeurs de la République"
- **Nunzio Soricaro** - formation de professionnels Erasmus+
- **Thierry Benoit** - Formation Egalité femmes-hommes
- **Nikodem Rautszko Panz** - productions vidéos

NOS FINANCEURS

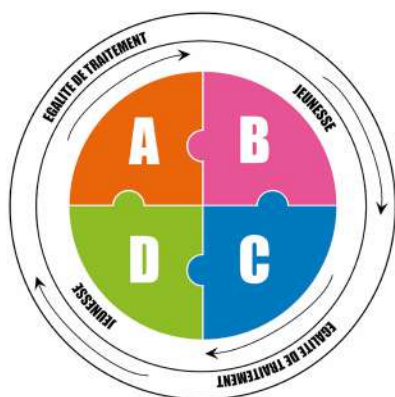


PREFECTURE
DE LA
SEINE-SAINT-DENIS



1. LA VIE ASSOCIATIVE

A. Les instances de gouvernance fédérale



2016 a été la première année pleine de mise en œuvre du projet fédéral, voté lors de l'assemblée générale de 2015. L'assemblée générale du 12 mai 2016 a donc été l'occasion de proposer une première évaluation collective, avec les membres du réseau, du travail initié dans le réseau sur cette période (juin 2015 – mai 2016).

Ainsi, de ce travail partagé, sont ressortis différents éléments d'appréciation d'avancée du réseau, sur les axes posés dans le projet, que nous rappelons ici :

L'Orientation A du projet fédéral - Approfondir notre projet politique dans un monde en mouvement : une évaluation globalement positive du travail de la fédération, notamment autour des points suivants : communication autour du projet fédéral, outils d'observation des centres sociaux (SENACS), la rencontre annuelle à destination des élus-es, la valorisation des actions des centres, notamment sur le site de la fédération. Sur cet axe de travail ont été soulevés des points d'amélioration à mettre au travail, en particulier sur la notion de gouvernance et de représentativité du réseau dans toute sa diversité au sein des instances dirigeantes, la mise en

débat de sujets de société, ou encore le travail à appuyer avec nos partenaires institutionnels pour une sécurisation accrue des financements des centres sociaux.

L'Orientation B du projet fédéral - Renforcer et accompagner les centres sociaux dans leur fonctionnement pour consolider leurs fonctions de base : le travail proposé autour des renouvellements de projets sociaux est apprécié dans le réseau, même si une journée supplémentaire aurait été intéressante pour approfondir le travail. A été pointée une progression à travailler pour associer les bénévoles à la vie fédérale, sur laquelle il faut encore travailler.

L'Orientation C du projet fédéral - Mettre le pouvoir d'agir au cœur de nos projets : un champ nouveau sur lequel il était encore difficile pour les adhérents d'identifier les avancées. C'est un axe fort marqué par le projet fédéral qui portera ses fruits sur un temps long.

L'Orientation D du projet fédéral - Accompagner les centres sociaux dans des réponses à des questions sociales et sociétales : globalement un travail important remarqué, avec un enjeu à ce que le réseau se saisisse des sujets d'actualité remontés du terrain. Un travail avec la petite enfance et les modes de garde doit par exemple faire partie des enjeux sur lesquels avancer. Globalement, les objectifs du projet fédéral n'ont pas tous avancé de la même manière suite à sa mise en œuvre. Des chantiers restent à conforter et développer, notamment autour des enjeux de gouvernance partagée et représentative du réseau.

Il s'agira sur 2017 de poursuivre un travail

autour de l'appropriation du projet fédéral et de sa déclinaison opérationnelle avec réseau.

A. Le Conseil d'Administration

Par ailleurs, le sujet de la gouvernance fédérale a été saisi par les administrateurs -trices de la fédération fin 2016, et se poursuivra donc en 2017, en articulation avec le réseau départemental.

En 2016, le Conseil d'administration s'est réuni 4 fois en séance plénière (16/02, 12/04, 01/06, 16/12).

Le bureau s'est réuni de manière plus régulière en présentiel et à distance, pour assurer notamment une partie du relais et du suivi courant de l'association, en lien avec Pas Bête la Mouche sur sa mission d'appui, et en l'absence de la déléguée (8 rencontres).

Le travail des commissions et groupes de travail ont également alimenté des décisions et réflexions portées au niveau du conseil d'administration et de l'ensemble du réseau à travers l'Assemblée Générale 2016 :

- La commission culture a ainsi travaillé entre 2015 et 2016 à la proposition d'une nouvelle organisation du festival Transit, présentée et mise en débat au Conseil d'Administration, et votée lors de l'Assemblée Générale.
- Des échanges lors des Petits Dej'Directeurs autour des enjeux de l'accès aux droits et de la dématérialisation croissante des démarches administratives, ainsi que sur les évolutions apportées par l'Etat sur la nature et les financements des actions linguistiques et leur impact dans les centres sociaux, ont également permis d'entamer avec le Con-

seil d'administration des réflexions sur ces points.

B. L'équipe de la fédération

Carine Teixeira, secrétaire fédérale, a été remplacée pendant son congé maternité par Armelle Galas de janvier à octobre 2016.

Céline Heitzmann, déléguée, partie également en congé maternité (avril – octobre 2016) n'a pas été remplacée sur cette période. Il a été fait appel à un prestataire (Pas Bête la Mouche), pour appuyer l'équipe pendant cette période, assurer le lien avec les instances de gouvernance ainsi que pour le suivi administratif de l'association, en lien étroit avec les membres du bureau.

L'équipe a également accueilli en avril 2016 un nouveau chargé de Projets, Roman Orinowski, en charge du volet Jeunesse et mobilité, et référent transversal de la Fabrique des Initiatives Citoyennes portée par la fédération.

L'équipe est actuellement composée de 3 chargé-e-s de projets, une secrétaire, une déléguée et une agent d'entretien, soit 6 personnes.

C. Les locaux



Signature de l'achat du nouveau siège fédéral – octobre 2016



Suite à la recherche infructueuse en 2015 (la Fédération avait signé une promesse de vente pour un local à Villemomble, auquel elle a dû renoncer pour des raisons techniques), les recherches se sont activement poursuivies en 2016, avec une mobilisation forte de deux administrateurs, Francisco Garcia Canelo et Stéphanie Zurecki-Scardina, auprès de la déléguée, pour voir aboutir ce projet.

Après plusieurs visites et de nombreuses prospections, les démarches ont pu aboutir pour un pavillon situé aux Pavillons-sous-Bois, avec une signature de l'acte de vente le 28/10/2016, qui permettra pour 2017, la réalisation d'un projet de longue date, pensé au service du réseau : en lien avec le projet fédéral, permettre une meilleure visibilité de la fédération, le développement d'un lieu ressources mutualisé avec l'ensemble du réseau, l'organisation de formations et de rencontres...



2. ENJEUX TRANSVERSAUX DU PROJET FEDERAL

A. L'égalité de traitement

L'égalité de traitement a été actée comme enjeu transversal du projet fédéral 2015-2018 de la FCS93 avec l'objectif principal d'interroger les modes de fonctionnement du réseau en adéquation avec les 3 entrées suivantes : Lutter contre les discriminations, développer les actions à visée de transformation sociale et renforcer l'accès aux droits.

Partant du principe selon lequel la prise en compte des inégalités traverse l'ensemble des chantiers fédéraux et que pour favoriser l'égalité dans le réseau, nous devons en priorité travailler à partir du vécu des personnes concernées par les discriminations et accompagner la qualification des professionnel-les, nous avons expérimenté en 2016 une manière transversale d'intégrer la prise en compte des inégalités dans les actions et projets développés pour à terme tendre vers de nouvelles manières de travailler ce sujet. C'est ainsi qu'au sein de la formation « Provoquer du pouvoir d'agir » proposée au mois d'octobre, une analyse en termes de rapports de domination et de classes a été mise en perspective avec les notions d'émancipation, d'empowerment et de pouvoir d'agir.

De la même manière des groupes de travail fédéraux se sont penchés sur la question de l'accès aux droits pour s'en saisir en fonction de leur réalité de professionnel-les. L'objectif fut non seulement celui de poursuivre avec les partenaires le travail amorcé autour de l'égal accès de tous aux droits mais aussi celui de travailler sur les situations de ruptures telles que les non-recours, la fracture numérique, l'accès à la culture ou l'accès à la langue pour tou-te-s.

B. La jeunesse



Dans le cadre de l'élaboration du projet fédéral, la jeunesse est apparu comme le second enjeu fort à soutenir : les centres sociaux nous semblent des acteurs légitimes et pertinents à porter des actions et une parole autour de la jeunesse. Les enjeux, sur le territoire de la Seine-Saint-Denis en particuliers, sont importants, et l'accompagnement de jeunes, dans leur parcours, sur le territoire, et en lien avec les familles, doit pouvoir se travailler de manière transversale : à l'intérieur des structures, mais également sur les territoires, dans des approches partenariales complémentaires.

De cette manière, la fédération élabore peu à peu une stratégie qui d'une part cherche à encourager, renforcer ou susciter des dynamiques d'engagements des jeunes, à travers le travail mené avec les professionnels, au sein et hors des centres sociaux : investir nos structures de proximité, s'y engager comme bénévole, volontaire, ou même intégrer les instances de gouvernances, mais également pouvoir partir du centre social pour mieux s'engager Ailleurs.

En ce sens, la Fédération investit la question de la mobilité des jeunes comme une perspective d'accompagnement de parcours, comme une suite d'opportunité qui puisse faciliter la mise en mouvement des jeunes.

Les actions fédérales développées s'attachent à porter une attention particulière à la dimension de la jeunesse et à la place des jeunes, sur des entrées aussi variées que la Culture – avec le festival Transit par exemple –, le numérique, la lutte contre les discriminations, le développement du pouvoir d'agir, ...



ETAPE 2

Identifier des atouts, leviers, forces, ressources

Atouts de la politique de la ville

Centres sociaux

Associations

3. ORIENTATION A : APPROFONDIR NOTRE PROJET POLITIQUE DANS UN MONDE EN MOUVEMENT

La première orientation du projet fédéral est articulée autour de trois objectifs permettant d'asseoir l'identité de notre réseau, de manière vivante et représentative, et de valoriser l'action de ses membres sur les territoires d'implantation, ainsi que leur contribution à la production de politiques publiques.

A. Valoriser les centres sociaux et promouvoir leur reconnaissance

Pour la 5ème année, la fédération a participé, en partenariat avec la Caisse des Allocations Familiales 93 (CAF) à l'échelle départementale, mais également avec l'ensemble des fédérations des centres sociaux et de CAF de la région Ile de France, à la production de SENACS, l'Observatoire des Centres sociaux.

Une plaquette régionale a été produite et diffusée dans les réseaux.

A l'échelle du Département, c'est un encart de 4 pages qui a été réalisé conjointement avec la CAF, avec la mise en exergue du thème de la jeunesse comme enjeu prioritaire sur notre territoire : la Caf et la fédération se retrouvent en effet sur cet enjeu, posé d'une part par la Caisse Nationale des Allocations Familiales autour d'une doctrine d'intervention en direction des jeunes en vue de la prochaine Convention d'Objectifs et de Gestion 2018-2022, et d'autre part par la fédération, au sein de son projet fédéral.

La fin de l'année 2016 a également été consacrée à l'organisation d'une rencontre régionale valorisant les centres sociaux à partir de l'Observatoire Senacs qui est arrivé dans sa 5ème année d'existence en Ile de France. Cette journée portée par les fédérations des centres sociaux et CAF franciliennes, a été

organisée au 104 à Paris, le 31/01/2017.



B. Des partenariats départementaux solides et ancrés sur les pratiques de terrain

Le Schéma de l'Animation de la Vie Sociale (AVS) signé en mai 2016, est porté par la CAF 93. Il a été signé par la Préfecture, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale 93, l'Education Nationale, la Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse Ile-de-France, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie, la Mutualité Sociale Agricole, La Caisse d'Allocations Familiales 93, le Conseil Départemental 93 et la Fédération.

Il est porteur d'une ambition forte de développement de synergies et de coopérations des acteurs institutionnels du département autour des structures d'animation de la vie sociale, les centres sociaux et les plus récents espaces de vie sociale. La Fédération a été associée à son élaboration dès 2014.

2016 aura permis de poser les premières pierres des modalités de travail partagé autour de ce schéma ambitieux, avec la rédaction et le partage de fiches actions pour chacune des thématiques mises au travail :

- Lutte contre la précarité : volet insertion social et professionnel des familles, modes de garde de la petite enfance ;
- Accès aux droits : s'appuyer sur les



structures de proximité pour informer les usagers sur leurs droits ;

- Développement du lien social : actions intergénérationnelles, actions en direction de la jeunesse, famille et parentalité ;
- Développement de la citoyenneté : avec un travail autour du bénévolat et de la participation des habitants ;
- Maillage du territoire par les structures de l'Animation de la Vie sociale ;
- Pérennité des structures : articulation et la mise en synergies des partenariats autour des structures de l'AVS, reconnaissance de la plus-value de ces dernières, facilitation de l'accès à des financements durables et pérennes.



Signature du schéma de l'animation de la vie sociale pour la Seine-Saint-Denis - mai 2016

Les partenariats de la Fédération avec des acteurs institutionnels du territoire préexistent à ce document cadre depuis des années, à travers différentes dispositions et actions communes, qui toutes, permettent de développer une meilleure interconnaissance des acteurs, et la construction dans la durée, sur des objets communs, de coopérations. Le schéma AVS vient ici marquer la volonté partagée d'approfondir et renforcer les

nombreux liens des acteurs avec les centres sociaux.

1. Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP)

La FCS93 participe au comité de pilotage du Réseau d'Ecoute d'Appui et d'Accompagnement à la Parentalité, porté par la CAF. Il a pour objectif de mettre en réseau toutes les initiatives départementales sur la parentalité. Il est composé du Conseil Départemental (MDPT, DPAS, ASE, DCAF, PMI), de l'Education Nationale, de la FCS 93 et de Profession Banlieue à qui a été confiée l'animation du réseau, la réalisation et la diffusion de la lettre d'information. Le comité de pilotage s'est réuni une fois en 2016 (le 5 février).

La rencontre annuelle des porteurs de projets s'est tenue le 16 juin à Profession Banlieue sur une intervention de la sociologue Christine Castelain-Meunier autour de la place du père.

La soirée rencontre annuelle a eu lieu, pour cette 16^{ème} édition, le 6 décembre au centre social Césaria Evora de La Courneuve et a été préparée par deux réunions les 9 juin et 23 septembre. Elle a rassemblé 133 personnes, 65 parents, 12 adolescents ayant participé à un atelier, 56 professionnels et 27 enfants, et s'est clôt par la projection d'un documentaire « Battantes » d'Olivier Mitterrand sur la place des femmes, ainsi que d'extraits de l'Atelier Théâtre de l'association Rencontre 93, Avvej, qui a participé aux ateliers avec les parents plus tôt dans la soirée.

2. Observatoire départemental des données sociales (ODDS)

Initié par la CAF en 2011, l'ODDS a pour objectif de permettre l'échange de données et l'élaboration des diagnostics sociaux partagés. La Préfecture de Seine-Saint-Denis, l'Education Nationale, le Conseil Départemental, la CPAM, L'UDCCAS, l'ADIL et la FCS 93 en sont partenaires. Il est porté depuis 2015 par le Conseil départemental de Seine-Saint-Denis. Le Copil s'est réuni à deux reprises en 2016, le 23/06 ainsi que le 24/11. La fédération n'a pu être représentée sur le premier. Sabrina Bousekkine, administratrice de la fédération a participé au comité de pilotage de novembre, avec la déléguée, Céline Heitzmann.




En 2016, le comité technique de l'Observatoire s'est réuni environ tous les 2 mois, avec un travail autour d'une étude ambitieuse et d'importance au regard des enjeux portés conjointement sur le thème de l'accès aux droits et du non recours. Une place importante du premier volet, finalisé en 2016, est faite aux enjeux liés à la dématérialisation croissante des démarches administratives. Le réseau des centres sociaux, impliqué sur ces problématiques, s'intéresse de près à ces questions.

Ils sont nombreux à être impliqués, par exemple, sur le dispositif de la CAF « médiation sociale partagée », qui a pour objectif d'accompagner les usagers et allocataires CAF dans leurs démarches administratives dématérialisées. La question de l'accès aux droit est un enjeu majeur pour les centres, qui dans leur quasi-totalité offrent des permanences d'accès aux droits à travers la présence d'écrivains publics



Petit Déj conférence Egalité et Lutte contre les discriminations
- Union Régionale (UFFCS) novembre 2016





ou la permanence de travailleurs sociaux partenaires.

3. Comité de suivi du Dispositif Local d'Accompagnement (DLA)

Le DLA est porté par la FOL93 depuis janvier 2007. Il permet à des structures développant des activités d'utilité sociale d'accéder à des interventions d'experts selon leurs besoins. Les dossiers sont examinés en comité de suivi dont la Fédération fait partie aux cotés de représentants de l'Etat, des collectivités, de Garances et de l'AVISE.

4. Rencontres et manifestations

En lien avec les questions travaillées dans son réseau et avec les partenaires, la Fédération participe à différents temps de rencontres, groupes de travail ou manifestations à l'échelle du département, lui permettant de renforcer ses coopérations et d'alimenter son travail de veille sur des questions spécifiques.

- **Participation à la Conférences Départementale Petite Enfance et Parentalité**, portée par le Conseil Départemental et la CAF, le 29/03 autour des actions portées dans le cadre du Schéma départemental Petite enfance et Parentalité.
- **Rencontre organisée par le MAPTTS du Conseil Départemental autour du numérique**, le 30/03 : « Le numérique pour tous, à quelles conditions ? », avec une intervention conjointe de la fédération (Elsa Vacheron, chargée de projets), et de l'UDCCAS sur des enjeux croisés et partagés.
- **Participation à la rencontre « Jeunes des quartiers populaires, un enjeu**

des politiques publiques... Et si on en parlait ensemble ? » du 6 avril 2016, avec l'intervention d'Andréa Salis, administrateur de la fédération, référent sur les questions de jeunesse. Organisée par l'association Idées 93, en partenariat avec le CD93, et la préfecture de Seine-Saint-Denis.

- **Participation à la rencontre de présentation du dispositif 1001 Territoires** porté par le Collectif Pouvoir d'Agir à la FCSF, le 14 juin 2016.
- **Participation à une rencontre de présentation des outils de médiation littéraire** organisée par l'Ecole du Livre Jeunesse de Montreuil, le 23 juin 2016.
- **Participation à la journée « Résolution en Ile-de-France »**, autour des usages du numérique, le 8 juillet 2016.
- **Participation à la réunion autour des usages du numériques** organisée par la CNAV IDF, le 12 juillet 2016.
- **Rencontre de la Maison de la Culture 93** pour envisager les possibilités de formations sur l'Egalité via une entrée « spectacle » ; juillet 2016
- **Rencontre avec le Réseau des Acteurs de la Dynamique ASL -RADyA** ; juillet 2016
- **Rencontre avec le Human Rights Center à l'Île-Saint-Denis** – pour évaluer les opportunités de partenariat ; juillet 2016
- **Participation à un atelier dans la cadre de la « semaine de l'innovation » sur l'accès aux droits et numérique**, le 18 novembre 2016.
- **Participation à une rencontre-débat**



prospective organisée par le Pôle (Pôle Petite Enfance) formé par des acteurs de l'ESS (SFM AD, LA FOLg3, Orge'Mômes, Les Microdoniens et Garances) le 28/11, à la Maison des Initiatives et de la Citoyenneté sur le thème du développement des modes de garde de la petite enfance en Seine-Saint-Denis, dans le cadre du mois de l'ESS.

- **Visite du Salon du Livre Jeunesse de Montreuil 2016** – Journée des professionnels-les, le 5 décembre 2016.

C. Des partenariats régionaux qui alimentent et soutiennent le projet fédéral

1. Coordination Régionale des Associations de Jeunesse et d'Education Populaire d'Ile-de-France (CRAJEP)

La représentation du réseau des centres sociaux à la CRAJEP s'effectue à travers l'Union Régionale des Fédérations Franciliennes des centres sociaux, membre de son Conseil d'administration depuis 2015.

2. Conseil Régional d'Ile-de-France

Le travail avec le Conseil Régional en 2016 a été marqué par la mise en place du nouvel exécutif (élections régionales de décembre 2015).

Les financements ont également remis en cause pour partie les acquis du Pacte de Coopération signé pour la période 2013-2015 avec la précédente Assemblée. Ce dernier reconnaissait la fonction d'animation globale des fédérations sur le territoire francilien en permettant à leur coordination régionale d'assurer des fonctions de mutualisation et d'accompagnement.

C'est un enjeu de prise de contacts, et de construction de nouvelles relations qui ont été mises au travail en 2016 et se poursuivront sur 2017.

3. Direction Régionale De la Jeunesse et des Sports et de la Cohésion Sociale (Postes Fonjep)

Dans le cadre de la coopération avec l'Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux, une Convention pluriannuelle d'objectifs a été signée pour la période 2014-2016 autour des thèmes de la participation des habitants et de la jeunesse.

Le partenariat avec le DRJSCS s'illustre également par la participation du réseau des centres sociaux (via L'Union régionale) à la commission d'attribution des postes FONJEP, soutien à la vie associative et notamment dans le champ de l'éducation populaire.

La fédération de Seine-Saint-Denis est également impliquée, auprès de la DRJSCS, pilote du comité régional de la mobilité (Coremob), ainsi que sur la Plateforme régionale de la mobilité, coordonnée par l'association Concordia et qui bénéficie jusqu'à 2017 de financements du Fonds d'expérimentation Jeunesse. (FEJ).

Une nouveauté en 2016, autour du pilotage par la DRJSCS d'un comité de pilotage autour des structures labellisées Fabrique d'Initiatives Citoyennes. 2 réunions de ce comité de pilotage ont eu lieu en 2016, les 7 avril et 10 octobre.

4. Caisse Nationale d'Assurance Vieillesse d'Ile-de-France (CNAV)

Le partenariat des Fédérations d'Ile de France avec la CNAV s'est poursuivi en 2016. Dans le cadre du dialogue de gestion signé avec les fédérations, plusieurs comités de pilotage ont eu lieu ainsi que plusieurs groupes de travail thématiques. 2016 aura marqué la poursuite d'une montée en charge du nombre de projets de centres sociaux accompagnés par les fédérations pour atteindre 80 porteurs de projets franciliens (renouvellements et nouveaux projets). La Fédération de Seine-Saint-Denis a accompagné 13 centres sociaux en 2016 sur un renouvellement un nouveau dépôt de projet, en plus des 5 centres déjà engagés dans le dialogue de gestion (soit 18 centres sociaux au total).



La Fédération poursuit son travail avec d'autres fédérations d'Ile-de-France et ont mis en place une commission régionale « vieillissement ». Elle s'est réuni à 3 reprises

en 2016, pour aborder différents points de suivi et d'avancée dans le partenariat avec la CNAV.

La Fédération poursuit son travail avec d'autres Fédérations d'Ile-de-France avec la mise en place une commission régionale « vieillissement ». Elle s'est réuni à 3 reprises en 2016, pour aborder différents points de suivi et d'avancée dans le partenariat avec la CNAV.

Consolider le partenariat avec la CNAV

Considérant que la coopération avec la CNAV est moteur du développement de projets structurants et cohérents avec les projets des centres sociaux, il était nécessaire en 2016 de travailler à renforcer ce partenariat entre les centres sociaux et la CNAV. Pour ce faire, plusieurs réunions organisées entre la fédération et cette institution, notamment via des groupes de travail interdépartementaux. Plusieurs groupes de travail avec la CNAV ont été organisés sur différentes thématiques :

- 14/04 (Monalisa),
- 17/06 (fonction interface-relais),
- 12/07 (Groupe de travail numérique),
- 20/09 (relations centres sociaux et résidences autonomie).

La production d'un document de communication intitulé « Prise en compte du vieillissement - Répertoire d'actions et de projets des centres sociaux » a pour but de faire connaître les projets des centres sociaux en direction des personnes âgées.

D. Le réseau fédéral

La promotion de l'action des centres sociaux adhérents passe également



dans le travail et la coopération avec les différentes échelles du réseau fédéral qui chacun participent à représenter les centres sociaux : L'UFFCS pour la région, la FCSF pour le niveau national.

La Fédération a ainsi poursuivi son engagement et sa participation à différents groupes de travail et à la vie de ces espaces et instances.

1. Réseau régional : UFFCS et travail interfédéral

2015 a signé la transition de la Coordination des Centres Sociaux en Union Francilienne des Fédérations des Centres Sociaux (UFFCS) lors d'une Assemblée générale extraordinaire le 5 février 2015. Ce passage a marqué la volonté de développer une réflexion d'un nouveau projet régional, prenant en compte notamment les évolutions institutionnelles en cours (Métropole du Grand Paris) et les enjeux qui y sont liés, tant institutionnels que politiques. En 2016 le travail de structuration de l'Union s'est poursuivi, avec notamment deux séminaires interfédéraux organisés en 2016, qui ont vu la participation d'administrateurs de l'Union Régionale ainsi que des délégués-es des Fédérations, autour :

- Le 19 mars : travail sur le fonctionnement et les perspectives d'avenir de l'Union
- Le 24 septembre : travail de réflexion sur les orientations de l'Union.

Ces temps de travail et de partage ont fait suite au séminaire du 3 octobre 2015, animé par Accolades pour impulser ce travail collectif.

Le séminaire du 19 mars a réuni 16 participants dont pour le département de Seine-Saint-Denis, Hanan Miloudi,

Vice-Présidente de la FD93 et Présidente de l'UFFCS et Franck Esvan-Gautier, trésorier de la FCS93 et secrétaire de l'UFFCS.

Ce dernier a permis d'identifier 4 chantiers à mettre au travail à l'Union Régionale :

- La visibilité et le portage politique de l'Union ;
- Faire vivre le conseil d'administration ;
- Décliner la stratégie en plan d'actions avec la définition des délégations et ressources ;
- Prolongement de la réflexion sur l'intérêt d'un délégué ou non au sein de l'Union.

Le séminaire du 24 septembre a quant à lui permis de préciser les objectifs posés en mars et d'analyser l'avancée des chantiers mis en route. Différents sujets ont été prioritaires, qui ont fait l'objet de mise en route de trois chantiers :

- La gouvernance de l'Union Régionale ;
- La question des Espaces de Vie sociale et des coopérations avec les CAF ;
- La délégation et les missions.


Hanan Miloudi et Franck Esvan-Gautier ont également participé à ce temps de travail interfédéral.

1.1 Les réunions de travail des délégués-es fédéraux

La FCS 93 participe aux réunions de travail des délégués tous les 2 mois environ (4 réunions en 2016). Ils permettent de la transmission d'informations et un travail commun autour de sujets partagés.

1.2 Les journées interfédérales

Elles ont pour objectif de mutualiser les pratiques fédérales. Plusieurs thématiques



ont été abordées les 16/07 et 17/07 et ont fait l'objet d'un travail de réflexion en sous-groupes :

- Avancer sur la notoriété des Fédérations : argumentaire visant à mettre en lumière la plus-value de se fédérer ;
- L'accompagnement des centres par les Fédérations ;
- L'intégration des EVS (Espace de Vie Sociale) dans nos réseaux fédéraux ;
- L'accès aux droits numériques ;
- La parole politique ;
- La culture ;
- La communication ;
- Les ASL (Ateliers Sociolinguistiques) ;
- Le DPA (Développement du Pouvoir d'Agir).

Elsa Vacheron, Faïda Yahiaoui et Roman Orinowski, chargés de projets, ont participé à ces temps de travail partagés.

1.3 Groupes de travail régionaux

a) Commission régionale Formation

La fédération participe à la commission régionale formation pour la mise en place et le suivi des formations régionales. 5 réunions ont eu lieu en 2016. Cette dernière se compose de salariés-es et d'administrateurs -trices des fédérations départementales. Pour la Seine-Saint-Denis, Franck Esvan-Gautier, Hanan Miloudi et Céline Heitzmann y participent.

La commission formation a notamment assuré le suivi, à travers un comité de pilotage, de la formation DESJEPS construite avec l'INFA, et débutée en mai 2016 jusqu'à novembre 2017.

Une VAE (validation des acquis de l'expérience) a été montée dans ce cadre pour l'obtention de diplômes de l'animation

(DEJEPS et DESJEPS) avec l'INFA. Il s'agit d'un dispositif renforcé d'accompagnement collectif à l'obtention de diplômes de l'animation sociale dans le cadre d'une validation des acquis de l'expérience.

Cette offre est destinée principalement aux directeurs actuellement en poste et qui ne disposent pas du niveau requis par la circulaire CNAF de 2012.

La démarche a cependant été ouverte non seulement aux directeurs mais aussi aux directeurs-adjointes, coordinateurs-rices, et responsables de secteurs.

Enfin, la Commission travaille sur une offre de formations à travers son catalogue, à destination des salariés-es.

- 25 salariés-es des centres sociaux de Seine-Saint-Denis ont suivi une formation régionale en 2016.
- 19 salariés-es sur les Fondamentaux du travail en centre social.
- 3 salariés-es sur les Référents Familles au cœur du projet.
- 3 salariés-es sur la Sensibilisation aux vieillissements.

b) Commission régionale de lutte contre les discriminations

La commission régionale de « lutte contre les Discriminations » a poursuivi son travail en 2016 avec la participation de la FCS93. Elle a pour objectifs principaux de travailler à la qualification des acteurs et de permettre la mutualisation des ressources.

En 2016, elle a organisé 2 rencontres régionales :

- Petit dèj' conférence sur le thème : « Egalité, Laïcité et Education » – Intervention de Françoise Lorcerie - le 20/06 à Paris ;
- Forum d'actions et d'outils intitulé « Agissons

pour l'Égalité, Unissons nos ressources »
- le 10/11 à Paris.

c) Commission Jeunesse

A l'initiative des salariés des Fédérations, une commission s'est formalisée en 2014 avec la volonté de partager les enjeux et approches sur la question de la jeunesse.

Elle a finalisé en 2016 le diagnostic qualitatif et quantitatif régional.

Une formation régionale « accompagner la mobilisation d'un groupe de jeunes » a été conçue pour un démarrage en 2017.

d) Commission Service Civique

Regroupant les coordinateurs-trices du dispositif service civique d'Île-de-France, la commission s'est retrouvée 5 fois afin d'organiser une rencontre régionale de tuteurs en Service Civique (Octobre 2016). Elle a réuni et échangé autour des missions et de la formation Civique et Citoyenne. Cet espace d'échanges permet d'approfondir les besoins des centres et de partager des enjeux et problématiques à l'échelle régionale.

e) Commission Vieillesse

Composée d'un délégué et de 4 chargées de projets, elle a pour objectifs de consolider l'état régional, alimenter la commission formation et de travailler sur l'évaluation et la communication.

Elle s'est réunie à plusieurs reprises : 03/03, 26/05, 04/07, 22/07, 04/10 et 04/12.

Si l'objet principal de cette instance est l'échanges de pratiques et la mutualisation

des ressources entre fédérations, elle a surtout permis en 2016 de structurer une stratégie collective de travail avec la CNAV.

1.4 Une action de coordination régionale : l'appui aux opérations de loisirs

Le Conseil Régional d'Île-de-France a distribué aux Fédérations d'Île-de-France des tickets loisirs. L'opération Tickets Loisirs 2016 a pu donc être reconduite.

La Fédération des Centres Sociaux de Seine-Saint-Denis a reçu 1600 tickets loisirs et ce sont 46 centres sociaux de la Seine-Saint-Denis qui en ont bénéficié.

Le nombre total de tickets loisirs utilisés par les centres sociaux a été de 1462 tickets loisirs.



Sortie Accrobranche - Centre social MIC L'Île-Saint-Denis
- été 2016

2. Réseau national : FCSF

La Fédération nationale est un espace ressource pour l'ensemble de son réseau. Comme la Fédération départementale, elle s'alimente de la réflexion, des questionnements de ses membres. La



FCS93 s'implique dans les espaces ouverts par la Fédération nationale.

En 2016, l'équipe fédérale, salariée et administrateurs-trices ont participé aux temps suivants :

2.1 Assemblée Générale de la FCSF :

Du 27 au 29 mai à Bordeaux. L'Assemblée Générale annuelle est un temps fort pour le réseau. Pour la Fédération de Seine-Saint-Denis, la Présidente, Nadia Merakchi, le secrétaire, Francisco Garcia y ont participé.

2.2 Séminaire national des délégués : travail prospectif autour du fédéralisme et de notre identité professionnelle / Juillet 2016.

Dans le cadre du projet fédéral national, et en lien avec les interpellations du réseau, la fédération nationale a organisé un séminaire sur le thème du fédéralisme, dans une approche prospective, à Saint Germain au Mont d'Or, en banlieue Lyonnaise. Ce travail a permis de poursuivre l'alimentation d'un travail de fonds sur l'avenir de notre fédéralisme, repris fin 2016/ début 2017 dans l'ensemble du réseau, avec un travail lors des Journées Professionnels de l'Animation Globales (JPAG) à l'automne 2016, puis avec l'organisation de rencontres régionales sur le thème du modèle économique des centres sociaux.

2.3 Journées professionnelles de l'Animation Globales – JPAG

Organisées tous les deux ans, ces journées portées par la FCSF sont destinées prioritairement aux professionnels-les du

réseau, fédérations et centres sociaux. Elles sont un moment fort de partage d'expérience, d'enrichissement et d'échanges, avec un programme de formation axé en 2016 autour du thème : « Mutations de société, défis pour l'avenir et pratiques professionnelles ».

Pour l'équipe de la fédération, Faïda Yahiaoui, Elsa Vacheron et Roman Orinowski y ont participé. Ces journées se sont déroulées à Angers du 23 au 24 novembre 2016.

2.4 Finalisation du troisième rapport biennal :

Suite à la publication des deux premiers rapports « On voudrait entendre crier toutes les voix de nos cités », « Ils ne savent pas ce que l'on pense » l'association des centres ressources politiques de la ville et la FCSF ont décidé de poursuivre l'aventure. Lors de 3 réunions nationales, un bilan a été fait et le choix d'une nouvelle thématique arrêtée. Le 4^{ème} rapport donne la parole aux personnes ressources dans les quartiers : « les passeurs et les passagers ».

La collecte de la parole des habitants, s'est effectuée au centre social Louise Michel de Neuilly-sur-Marne. La démarche initiée en décembre 2015 s'est poursuivie sur 2016. L'animation départementale du rapport a été portée par la Fédération de Seine-Saint-Denis et Profession Banlieue. En tout, ont été organisées, avec le centre social Louise Michel, deux rencontres avec les usagers et les habitants du quartier pour échanger sur leurs engagements, ainsi que l'histoire et l'évolution du quartier. 3 interviews ont également été réalisées. En tout il aura fallu 7 réunions sur 2016 du Comité de Pilotage pour réaliser collectivement la 3^{ème} édition du rapport biennal « Tisser la confiance dans les quartiers populaires : un engagement ignoré, un défi politique ».



Les idées

- Remonter le niveau
- Travailler avec les habitants, et pas seulement avec les élus
- Aller vers les habitants
- Travailler avec les habitants
- Travailler avec les habitants
- Redonner espoir
- Concrètement pour aller vers les habitants
- Aller vers les habitants



4. RENFORCER ET ACCOMPAGNER LES CENTRES SOCIAUX DANS LEUR FONCTIONNEMENT

A. Le Groupement d'Employeurs des Centres sociaux du 93

Une structure au service du réseau à laquelle contribue la fédération et qui participe aux réflexions nouvelles sur les modèles économiques des centres sociaux

Le Groupement d'employeurs des Centres sociaux du 93 (GECS93), fondé en 2013, contribue à soutenir le fonctionnement de plusieurs structures, en développant des fonctions mutualisées :

- Comptabilité / gestion des paies / coordination
- Graphisme
- Psychologue (supervision des LAEP)

En 2016, le GECS comptait 5 salariés sur ces 3 fonctions. Une dizaine de structures comptait parmi les adhérents au Groupement d'employeurs, qui poursuit son développement en 2016, en évaluant auprès du réseau la pertinence de développer de nouvelles fonctions.

Parmi ces adhérents, on compte 7 membres issus du réseau des centres sociaux, et 3 adhérents d'autres domaines tels que : missions locales, association locale. La Fédération est membre fondateur du GECS.

Les Conseil d'Administration du GECS, s'est réuni à 3 reprises en 2016, pour :

- permettre le suivi courant du groupement,
- affiner les perspectives de déploiement éventuelles (en termes de services développés à destination des adhérents, de communication, et de prospection de nouveaux adhérents).

B. Des espaces à destination des personnels des centres sociaux, sur des fonctions –clés :

1. Les Petits Dej'Directeurs

Initiés en 2013 par plusieurs directeurs-trices du réseau

3 rendez-vous de mars à décembre 2016 (28/01 ; 24/03 ; 15/12)

- Temps d'échanges informels
- Partage d'expériences
- Echanges d'actualité
- Mise en travail d'une question spécifique

Les Petits Dej'Directeurs proposent d'offrir en premier lieu un espace d'échange aux directeurs-trices, qui ont souvent exprimé le sentiment d'isolement dans leur fonction. Il est ainsi l'occasion d'aborder des problématiques rencontrées en matière de gestion des ressources humaines, partenariats, enjeux de financements, etc.

C'est également l'occasion d'un échange avec la fédération qui peut alimenter les échanges ou les susciter à partir de questions d'actualités pour le réseau.

Ont été travaillés dans chacun de ces espaces d'échange et de travail en 2016 :

- Des échanges autour des enjeux de l'accès aux droits des usagers dans un contexte de dématérialisation croissante des démarches administratives, et en particulier autour du dispositif de la Médiation sociale partagée de la CAF.



- Travail et échanges autour du catalogue de formation de la fédération, à destination des salariés et bénévoles du réseau ; échanges spécifiques sur le montage d'un module autour de la gestion des ressources humaines à destination des directions de centres.
- Echanges et mise en perspective sur les enjeux des actions linguistiques en centre social.
- Alimentation du travail et de la réflexion de la fédération, identification de leviers d'action pour promouvoir et défendre des actions d'apprentissage du français dans une dimension de proximité avec les publics, et de lien plus global avec les actions du centre social.
- Les attentes et modalités d'organisation de ces Petits Dej' pour des échanges qui permettent notamment un retour sur ce qui est mis au travail dans le réseau, auprès des équipes des centres ; l'intérêt de maintenir un point de « repère », lieu d'échanges et de partage à destination spécifique des directeurs et directrices.

Une réunion de directeurs a également eu lieu le 29/11 au centre social Georges Brassens pour un point d'information et d'échanges avant la fin 2016. Le thème des actions linguistiques et de leur financement y a pris une place importante, avec la remontée d'informations préfigurant un travail plus approfondi de diagnostic qu'il semble opportun pour le réseau d'initier courant 2017.

2. Rencontres des Référent-e-s Familles

Mises en place en 2014, ces rencontres offrent un espace à destination des référent-e-s familles, qui représentent un des éléments pivot du centre social (en référence notamment à l'agrément collectif famille délivré par la CAF). Echanges de pratiques, mais aussi réflexions sur la fonction de Référent-e famille au sein du centre social, le programme de travail initié en 2014 est riche et s'alimente des préoccupations des professionnel-les :

- Temps d'échanges et d'information du réseau ;
- Partage de projets ou initiatives nouvelles portés par les professionnels ;
- Mis au travail d'une question spécifique.

2 rencontres ont eu lieu en 2016 avec ce groupe de professionnels :

- Le 23 mars, avec une journée de travail autour de la dimension du développement social local mise au travail par le-la référent-e famille sur son territoire d'intervention.
- Le 22 novembre, une journée à l'initiative du groupe de travail a été organisée à destination du réseau autour d'une sensibilisation au Développement du pouvoir d'Agir. L'intervention d'Hélène Balazard, sociologue qui a étudié le mouvement des London Citizen, basé sur une approche d'empowerment des individus et des groupes, ainsi que l'Alliance Citoyenne, avec la présentation par Adeline De Lepinay de la dynamique initiée sur un quartier d'Aubervilliers depuis 2016.



3. Rencontre des chargé-e-s d'accueil

Les rencontres des chargées d'accueil ont été initiées au mois de novembre 2015 à la demande du réseau et suite au renouvellement du projet fédéral. Le travail mené par le groupe s'est appuyé sur des temps d'échanges de pratiques sur les missions des chargé-e-s d'accueil dans le contexte de l'animation globale. Les questions mises en travail :

- Que signifie informer et orienter dans un centre social ?
- Comment les missions d'accueil du centre social sont-elles définies par la CNAF ?
- Comment mieux répondre à ces missions ?
- Quels besoins de reconnaissance ?
- Quelles pistes pour la suite ? Quel projet pour le groupe ?

Le mardi 31 mai à Bobigny, il a réuni 21 participant-e-s. Au cours de cette 2nde séance qui les réunissait, les chargé-e-s d'accueil ont pu développer le travail amorcé en 2015 et poursuivre les réflexions engagées autour de la fonction accueil en lien avec l'information, l'orientation et la manière dont elle s'articule avec la notion d'animation globale sociale. Cette session a offert l'opportunité aux participant-e-s de prendre connaissance de la Circulaire CNAF 2016 et de travailler à l'appropriation de l'annexe 3 relative aux missions du/e la chargé-e d'accueil en centre social, permettant de fait, de repositionner la fonction dans un contexte plus large à la fois institutionnel et financier. En ont découlé des temps d'échanges pour interroger les pratiques quotidiennes.

Le mardi 18 octobre à L'Île-Saint-Denis, il a rassemblé 15 participants ; le groupe a travaillé à partir des enjeux déjà identifiés tels que la valorisation, la reconnaissance et les

limites du métier de chargée d'accueil. Il a posé en collectif ce qui relève ou non du rôle des chargé-e-s d'accueil au regard du cadre posé par la CNAF sur les missions de l'accueil en centre social. Ce temps a permis au groupe de distinguer les actions relevant des missions, de la fonction et du métier, de manière à se projeter dans l'action.



Rencontre des chargés-es d'accueil, centre social des Marnaudes, Rosny s/Bois, Février 2017

C. L'accompagnement des centres sociaux dans le renouvellement de leur projet social

Il s'agit d'une fonction importante de la fédération. En 2015/2016, près de 20 centres sociaux étaient concernés par le renouvellement de leur projet social.

La CAF et la Fédération ont établi une collaboration régulière afin de soutenir les centres sociaux existants et en projet. Dans le cadre de cette convention, l'accompagnement des centres sociaux en renouvellement de projet sur 2015/2016 a concerné 19 centres sociaux.

La fédération a ouvert une formation, animée par Accolades. 20 personnes, issues de 15 centres sociaux différents, ont participé.

Une rencontre de préparation avait eu lieu au préalable le 7 octobre 2015, animée par la fédération et avec les participants-es intéressés-es pour préciser les besoins à travailler spécifiquement sur les sessions à venir.

Aussi, la formation proposée en 2015/2016 a permis d'aborder la méthodologie du projet social en prenant en compte les préoccupations des équipes des centres sociaux dans ce processus.

Les deux premières journées de formations ont eu lieu les 9 et 10 novembre 2015. La formation a été finalisée en 2016, par deux journées, le 25 janvier puis le 10 mars 2016. Le centre social de L'Île-Saint-Denis, la Maison des Initiatives et de la Citoyenneté a accueilli cette session.

Centres sociaux participants à la formation Renouveau du Projet Social (4j) en 2015/2016

- CS Orange Bleue, Clichy-sous-Bois
- Maison du Temps libre, Stains
- CS Albatros, Aulnay-sous-Bois
- CS Mitry Ambourget, Aulnay-sous-Bois
- CS Trois Quartiers, Aulnay-sous-Bois
- ADEPT, Drancy,
- CS Arc-en-Ciel, Dugny
- CS Prévert, Gagny
- MDQ Marcel Paul, Sevran
- CS Clara Zetkin, Villetaneuse
- CS Maison des Initiatives et de la Citoyenneté, L'Île-Saint-Denis
- CS Drancy
- MQ Sémard, Saint Denis
- CS Louise Michel Mikado, Tremblay-en-France

Accompagnements individuels seuls ou en complément

- CS Trois Quartiers, Aulnay-sous-Bois
- CS Mitry Ambourget, Aulnay-sous-Bois
- CS Albatros, Aulnay-sous-Bois
- CS Arc-en-Ciel, Dugny
- MQ Sémard, Saint Denis
- CS André Malraux, Villepinte

Plusieurs centres sociaux en émergence

- Agrément "Espace de Vie Sociale" (EVS) pour Coopérance à Saint-Denis ;
- Lancement de la préfiguration d'un 3^{ème} centre social à Pierrefitte ;
- Agrément "Centre social" pour l'EVS de Stains (AHQM) passé sous gestion municipale ;
- 2 émergences à Noisy-le-Grand (Champi et Coteaux).



Séance de travail, renouvellement du projet social des centres sociaux de Montreuil, octobre 2016

- CS Le Londeau, Noisy-le-Sec

5. METTRE LE POUVOIR D'AGIR AU CŒUR DE NOS PROJETS

Le développement du pouvoir d'agir est un axe fort pour le réseau des centres sociaux. En 2014, la FCSg3 avait participé à un séminaire à New York suivi d'un colloque organisé à la Bourse du Travail à Saint Denis, avec la FCSF, Muse des Territoires et le Collectif Pouvoir d'agir, autour du thème de « l'empowerment ». Appuyer, encourager le développer le pouvoir d'agir au sein du réseau, et à ses différents niveaux implique d'interroger nos pratiques, d'expérimenter... c'est un travail au long cours qui doit peu à peu irriguer l'ensemble des actions fédérales.



A. Formation de l'équipe salariée

Initiée en 2015, et poursuivie début 2016, une première étape de formation de l'équipe de la fédération sur les enjeux et démarches du développement du pouvoir d'agir, avec le suivi par Elsa Vacheron d'un module de formation au "DPA" en janvier. Cela a permis de poursuivre la réflexion sur les interventions à proposer au réseau en 2016. Identifié comme un enjeu dans le projet fédéral, la formation de l'équipe et du réseau demande temps de recul et mises en pratiques.

Cette première approche à travers la formation a permis à l'équipe d'être davantage outillée pour animer différents temps au sein du réseau : rencontre des référents-es familles, groupe de travail « vieillissement », et groupe de travail « égalité femmes-hommes et filles-garçons en centre social ».

Par ailleurs, cet engagement collectif a été de pair avec la première année de mise en œuvre de la Fabrique d'Initiatives Citoyennes pour laquelle la fédération a obtenu un label à la toute fin de 2015 : ont pu être

développées par ce biais de nouvelles approches, conjointement avec l'arrivée du nouveau chargé de projet en charge de l'animation transversale du dispositif, mi-avril : valorisation d'initiatives d'habitants lors du lancement de la Fabrique à destination du réseau (janvier 2016), mis en place d'un groupe de travail composé de bénévoles et de salariés-es, pour réfléchir à la notion d'initiatives citoyennes...

B. La Fabrique des Initiatives Citoyennes (FIC)

Fin 2015, au regard des orientations tout juste posées dans son projet fédéral, la fédération a proposé sa candidature pour être retenue comme Fabrique des Initiatives Citoyennes, une des mesures du Comité Interministériel pour l'Égalité des Chances.

La FCSg3 a été retenue avec 23 autres candidats en France, et porte de manière opérationnelle cette fabrique à compter de début 2016.

Tels que définis dans le cahier des charges de l'appel à projet, les objectifs majeurs de la FIC font écho à ceux portés par la FCSg3, en lien avec les fondements de l'éducation populaire :

- Le renforcement du lien social et de la citoyenneté de proximité ;
- Le dialogue intergénérationnel et interculturel ;
- L'engagement bénévole, la prise d'initiative et l'auto-organisation des citoyens ;
- La créativité et l'innovation sociale.

Pour la FCS93, la FIC représente l'opportunité de renforcer ses moyens afin de mener à bien le projet fédéral 2015-2018, et en particulier certains de ses axes forts que sont le pouvoir d'agir, la qualification des acteurs, les questions de gouvernance ou encore d'animation du réseau. La mutualisation et la valorisation des initiatives des habitants, est au croisement des enjeux de la FCS93 et de la FIC, et doit pouvoir irriguer l'ensemble des actions des réseaux des centres sociaux.



Lancement de la FIC, vœux de la FCS 93 - Centre social Ambroise Croizat, Pierrefitte, Janvier 2016

A l'occasion des traditionnels vœux de la FCS93 au réseau et à ses partenaires, la FIC a été présentée de manière participative et ludique au réseau. 8 initiatives portées par des habitants en lien avec les centres sociaux du département ont ainsi été mises à l'honneur ; la Compagnie de l'Artisanat des Menteurs est intervenue à travers l'animation d'un grand jeu nous ayant permis de nous approprier le cadre offert par le label « Fabrique d'Initiatives Citoyennes » et d'encourager les participants à aller à la rencontre des porteurs de projets. Un retour en images de cette journée, organisée le 27 janvier au Centre social Ambroise Croizat à Pierrefitte a été monté, visionnable sur le site de la fédération.

C. Le développement du pouvoir d'agir, de quoi parle-t-on ?

Il s'agit de renforcer les dynamiques participatives et coopératives du réseau des centres sociaux en s'appuyant sur les compétences et expériences de chacun-e.

Ce travail est un préalable pour accompagner le pouvoir d'agir dans les centres sociaux auprès des équipes, des bénévoles, des habitants-es et de l'ensemble des acteurs-trices qui font vivre le projet social.

La Fédération s'appuie sur les groupes de travail existants et fournit des espaces de réflexion et de qualification aux équipes des centres sociaux sur cette démarche.


Le travail de la fédération s'est articulé autour de différents axes.

1. Les Formations, la qualification des acteurs, salariés et bénévoles

Depuis 2015, la Fédération a amorcé une démarche réflexive sur le développement du pouvoir d'agir dans le réseau (DPA). Cette dynamique se traduit par une prise en compte du DPA à plusieurs niveaux :

- Au niveau de la Fédération : formation de l'équipe fédérale, travail autour de la gouvernance fédérale entrepris avec le Conseil d'Administration, renforcement de l'implication des centres dans l'animation du réseau et dans les instances fédérales.
- A destination du réseau : plusieurs actions de formation ont été mises en place en 2016 : une journée autour des méthodes





du développement du pouvoir d'agir avec l'intervention de la SCOP L'Orage, le 11/10 au centre social Marcel Paul à Sevran : «provoquer du pouvoir d'agir».

Une première journée d'apports théoriques sur cette approche d'origine anglo-saxonne, inspirée des méthodes développées et théorisées aux Etats-Unis notamment (community organizing).

Une seconde journée de formation a suivi, le 22 novembre, « Sensibilisation au développement du pouvoir d'agir », au centre social Youri Gagarine à La Courneuve avec la participation d'Hélène Balazard, chercheuse et auteur de l'ouvrage « Agir en Démocratie », qui a notamment étudié le mouvement des London Citizens, ainsi qu'Adeline de Lepinay pour l'Alliance Citoyenne, qui a initié à Aubervilliers une démarche de mobilisation d'habitants. Cette journée a été l'occasion d'apport théoriques et empiriques sur des démarches locales, avec une mise en situation, pendant l'après-midi, des participants-es à cette rencontre. Les participants ont ainsi pu s'approprier des démarches et méthodes en prenant en compte les réalités et contexte d'intervention de leurs centres sociaux.

Une journée de formation, avec l'intervention de Pas Bête la Mouche « Parcours bénévole en centre social », au centre social Georges Brassens à Bondy. Cette journée a réuni bénévoles et salariés de centres sociaux, pour aborder la notion de bénévolat et de travail associé (salarié/bénévole) au service du projet social.

Le développement d'une Recherche-Action autour des « Instances participatives en Centre social Municipal », partant du constat et du besoin exprimé dans le réseau de travailler à la spécificité du contexte municipal, pour

les centres sociaux, dans la mise en place d'instances participatives propres au centre social. Un appel à candidature a été lancé au réseau mi 2016 pour s'inscrire dans cette démarche qui a nécessité l'implication de plusieurs acteurs au sein des centres sociaux candidats : salariés-es, bénévoles, élus-es locaux. 4 centres sociaux ont finalement pu se lancer dans cette démarche, entamée en octobre et qui s'achèvera en 2017 : le centre social Georges Brassens de Bondy, les centres sociaux Berty Albrecht et Roser d'Aubervilliers et le centre social Césaria Evora de La Courneuve. Accolades accompagne cette recherche-action.

Cette recherche-action permet à la Fédération de s'inscrire dans un processus d'innovation, ouvrant la possibilité d'interroger nos pratiques. Ce type d'actions qualifiantes nécessite des approches adaptées et souples, avec comme préoccupation centrale la réflexion et la mise en oeuvre d'une participation citoyenne.

2. L'organisation de rencontres et la mutualisation des pratiques

L'objectif de ces rencontres est de se retrouver entre bénévoles, salarié-e-s et habitants-es, porteurs de projets et d'initiatives en Seine-Saint-Denis afin de travailler de manière associée sur nos méthodes et démarches. Ces échanges et croisements de regards sont une première étape à la mutualisation des pratiques pour leur diffusion et l'essaimage à plus large échelle.

En 2016, un groupe de travail a ainsi vu le jour, avec des salariés-es et bénévoles des centres sociaux. 5 rencontres entre juin et décembre se sont déroulées (à des horaires et lieux différents pour s'assurer de toucher



un public large), afin de tenir les premiers groupes de travail. Les invitations sont adressées à l'ensemble des contacts de la FCS93.

Ce groupe de travail a ainsi pu retravailler le sens des démarches à porter dans le cadre de la FIC, questionner le sens de l'accompagnement d'initiatives citoyennes. Il a également conçu l'appel à contribution à la bourse aux projets fédérale, orientée sur la thématique de la FIC depuis l'Assemblée Générale 2016 et pour deux années.

3. L'Appel à participation à la bourse aux projets « Fabrique des Initiatives Citoyennes»

Lors de l'Assemblée Générale 2016 a acté le lancement d'une Bourse aux projets en vue d'un soutien financier à la mise en place d'initiatives d'habitants-es de Seine-Saint-Denis en lien avec des centres sociaux adhérents à la fédération. Le groupe de travail dédié s'est réuni à plusieurs reprises pour dessiner les contours de cet appel, lancé au réseau début 2017.



Préparation de la Bourse de soutien au développement de projets d'habitants-es



- Evènement en 2016 : les voeux !
- 1 temps fort en 2017 porté par les habitants-es - mis au travail en 2016

Pierre Vergnolle, administrateur de la fédération est référent sur ce chantier de la Fabrique d'Initiatives Citoyenne, en lien avec l'équipe de la fédération. Il s'implique sur le pilotage de ce dossier et a notamment participé, en 2016, au lancement de la coordination des Fabriques par le CNAJEP le 31/03/2016.



- 1 groupes de travail autour des projets d'habitants-es
- 5 rencontres en 2016



Formations en 2016/17

- 1 recherche action : les instances participatives en centre social municipal
- 1 cycle d'initiation au développement du pouvoir d'agir
- 1 cycle autour du parcours bénévoles en centre social

6. ACCOMPAGNER LES CENTRES SOCIAUX DANS DES RÉPONSES À DES QUESTIONS SOCIALES ET SOCIÉTALES

A. Développer une approche transversale des inégalités de territoire



Rencontre départementale Egalité - avril 2016 - Centre social Couleurs du Monde, La Courneuve

1. Groupe de travail

La mise en œuvre de ce chantier en tant qu'enjeu transversal du projet fédéral a nécessité en 2016 un travail avec la commission Egalité pour repenser les manières de travailler et d'agir du réseau sur cette question. Il s'agissait donc de définir une stratégie co-construite sur ce chantier, de questionner ses modalités de fonctionnement et de permettre au plus grand nombre de se reconnaître dans la lutte pour l'Égalité et ainsi mieux prendre en compte la question des inégalités et des discriminations dans les actions et les projets développés dans le réseau.

Le groupe s'est réuni à plusieurs reprises: 29/03 au CS APJC à Pavillons-sous-Bois, 08/07 au CS du Londeau à Noisy-Le-Sec, 08/09 au CS J. Prévert à Gagny, 17/11 au CS Couleurs du Monde à La Courneuve.

Parmi les questions abordées à l'occasion de ces rencontres :

- Interroger les freins et les leviers à notre action afin de permettre aux centres sociaux de s'emparer le plus largement possible de cette question ;
- Définir un plan d'actions commun, partagé et cohérent avec les besoins et modalités de travail des centres sociaux.
- Définir une stratégie partagée pour favoriser la prise en compte de l'Égalité de Traitement dans le réseau des centres sociaux de Seine-Saint-Denis et en adéquation avec les entrées de travail identifiées dans le Projet fédéral 2015-2018.

Ces rencontres ont débouché sur la production d'étapes de travail au sein du réseau des centres sociaux de Seine-Saint-Denis, parmi lesquelles :

- Définir un référentiel commun et fédérateur sur l'égalité de traitement et la lutte contre les discriminations ;
- Aller à la rencontre des équipes des centres sociaux ;
- Développer le travail avec les partenaires ;
- Travailler sur la formation des professionnel-les et des bénévoles des centres sociaux ;
- Laisser la place aux habitants-es ;



- Formaliser et développer la prise en compte de l'Accès aux droits comme enjeu de l'Egalité.
- Formaliser la place donnée au chantier égalité des femmes et des hommes.

2. Formation et qualification



Plusieurs formations ont été dispensées en 2016 pour favoriser l'Egalité, lutter contre les discriminations et promouvoir une laïcité inclusive et non discriminante :

- Sensibilisation à la lutte contre les discriminations ; Formation sur site à destination de l'équipe salariée et bénévole du CS.17-02 à Aulnay-sous-Bois. 19 participant-e-s ;
- Formation à l'Egalité femme-hommes à destination de l'équipe salariée et bénévole du centre social et des partenaires locaux en co-animation avec l'association La Boucle. Dates : 19/04, 27/05, 01/07 au CS Floréal à Saint-Denis. 15 participant-e-s ;
- Formation au pouvoir d'agir permettant d'interroger les rapports de domination et les discriminations. Intervention de la SCOP L'Orage. CS Marcel Sembat à Sevran - 14 participant-e-s ;
- Laïcité en centre social - 12/04 au CS Alain Mimoun à Villemomble avec l'intervention de l'association «Enquête». 19 participant-e-s ;
- Déploiement de la formation « Laïcité et valeurs de la République » avec Profession Banlieue les 20+21/09 et

13+14/10 à Saint-Denis. 27 participant-es.

Une rencontre départementale sur le thème de : « La diffusion des stéréotypes de genre dans la culture et les cultures » avec un focus sur la culture professionnelles des acteurs de l'animation sociale et une introduction à la notion de mixité égalitaire : « Mixité / évolution des mœurs, de la société ». Intervenant : Association EthnoArt. 07-04 au CS Couleurs du Monde à La Courneuve avec 19 participant-e-s.

3. Accompagnements de projets


En 2016, plusieurs centres sociaux ont été soutenus par la FCS93 dans la mise en place d'actions en faveur de l'Egalité.

- Temps de sensibilisation à la lutte contre les discriminations à Tremblay-en-France : salarié-e-s, bénévoles et partenaires des centres sociaux. Le 15/12 avec 21 participant-e-s.
- Temps de sensibilisation à l'Egalité femmes-hommes. Le 08-03 au CS Pasteur à Saint-Ouen. 20 participant-e-s.
- Temps de sensibilisation et débat sur les discriminations. Le 19-03 au CS Pasteur à Saint-Ouen. 7 Participant-e-s.

4. Promotion de l'égalité dans le réseau Diffusion d'informations et d'outils




Une attention particulière a été apportée à la diffusion d'informations, d'outils et de supports pédagogiques et s'est traduit par le prêt d'expositions sur les sujet « Egalité femmes-hommes » et « Lutte contre les discriminations », le relai



systematique d'informations ou d'outils sur l'Egalité via la Newsletter "Fil Infos" et la mise à disposition/actualisation de l'espace ressource de la fédération.

Repérage et valorisation des actions développées en faveur de l'égalité

Des actions de centres sociaux en faveur de l'égalité de traitement ont été valorisés via l'Info'FDg3 - Journal trimestriel de la FCSg3.

- Article dans l'InfoFDg3 n°29 (janvier) – « Lutte contre les discriminations : les centres sociaux en action » avec 7 centres sociaux valorisés. 
- Témoignage d'habitantes autour de leur projet d'exposition sur l'égalité femmes-hommes dans l'InfoFDg3 n°30 (juin), « Une initiative, un projet, une exposition sur l'évolution des droits des femmes en France ».

5. Accès aux droits



L'accès aux droits est entendu dans le projet fédéral comme le traitement et l'accompagnement juridique et/ou psychologique des victimes et l'égal accès de tous aux droits. C'est de manière transversale aux chantiers développés par la FCSg3 que la 2nde entrée a été travaillée, permettant ainsi de rendre plus visibles les permanences juridiques des centres sociaux ; de travailler sur les ruptures (non-recours des ayants droits, fracture numérique, accès à la culture et accès à la langue pour tou-te-s).

S'inscrivant dans le chantier Egalité de traitement, l'accès aux droits a été travaillé de manière transversale, à partir de la mise

en réflexion de cette question dans les groupes de travail existants. Dans ce cadre, trois « groupes » de travail ont été impliqués autour d'un questionnaire commun sur les enjeux de l'accès aux droits des personnes : les coordinateurs-trices ASL, les référents numérique, les directeurs-trices, ainsi que les centres sociaux développant des projets en direction des seniors. C'est à partir de leurs propositions et questionnements, dans un souci de cohérence, que les actions liées à l'accès aux droits ont été programmées et mises en place. Parmi les questions abordées, nous pouvons citer la question de l'accès à la langue pour tous-tes et de son financement dans les centres sociaux, ainsi que la prise en compte de la dématérialisation des démarches administratives.

Si l'usage des outils numériques fait désormais partie intégrante des pratiques professionnelles, aucune réflexion globale n'accompagne cette évolution. Afin de répondre à l'urgence sociale engendrée par la dématérialisation croissante des démarches administratives, la Fédération s'est saisie de la question au travers de différents niveaux d'action dont, en 2016, la mise en place d'un groupe de travail sur les usages du numériques.

2016 a aussi été marquée par un travail avec les partenaires autour de l'accès aux droits. Le travail entrepris dans le cadre de l'Observatoire Départemental des Données Sociales – ODDS – a permis de produire et publier un rapport intitulé « L'accès aux droits sociaux en Seine-Saint-Denis » - Recensement des démarches et actions des partenaires de l'ODDS au sein duquel est engagée la Fédération.

D'une autre manière la fédération a contribué via des groupes de travail a des réflexions portées par la CNAV IDF sur l'accès aux droits des personnes âgées.

Dans le cadre de différents groupes de travail, la question de l'accès aux droits a été abordée et/ou travaillée de manière à repérer les points de tensions et/ou de fragilités et penser à des solutions. Parmi ces groupes, et les entrées travaillées, nous retrouvons :

Les usages numériques en centre social : les conséquences de la dématérialisation des démarches administratives ;

- Les coordinateurs/trices des ASL : L'accès à la langue comme droit fondamental; L'accès aux droits pour les personnes migrantes et le Droit des étrangers ;
- Petit déjà' Directeurs-trices : Accès à la langue des personnes migrantes et financements des actions, dispositif de Médiation Sociale Partagée de la CAF 93 et plus globalement des actions de dématérialisation des démarches administratives par les institutions publiques.

6. Perspectives 2017

Sur la 1ère entrée, en 2017, il s'agirait pour notre réseau de mettre en travail de manière collective la question du traitement et de l'accompagnement juridique et/ou psychologique des victimes de discriminations pour favoriser l'orientation vers des permanences juridiques en interne ou en externe (ex : permanences des délégués au défenseur des Droits).

Sur la 2nde entrée :

- Etat des lieux accès à la langue en Seine-Saint-Denis avec l'accueil d'un stagiaire ;
- Formation « accès aux droits des retraités» - Dispositifs de la CNAV.

B. La Jeunesse dans les centres sociaux

Le travail autour de la jeunesse se structure principalement à la fédération autour des 3 axes d'intervention liés les uns aux autres :

1. Qualification des professionnels-les

Poursuite des rencontres de la commission Jeunesse départementale : elle s'est réunie 5 fois autour d'échanges de pratique, de travail autour du métier et d'émergence de projet collectifs. C'est aussi une rencontre permettant l'information, la sensibilisation et l'échanges autour des programmes européens et des enjeux de la mobilité des jeunes.

A l'initiative de la commission jeunesse, une rencontre entre 5 centres sociaux du réseau s'est réalisée lors des vacances scolaires de fin d'année (21/12) à la Courneuve. Elle a regroupé une cinquantaine de jeunes, accompagnés par les animateurs-trices participants au projet.



Tournoi de foot intercentres - Commission jeunesse, octobre 2016

2. Mobilité européenne

2016 a confirmé le souhait de la fédération à encourager la mobilité des jeunes qui fréquentent les centres sociaux afin de mettre à la portée de toutes et tous des dispositifs européens (entre autres) encore trop souvent réservés à un public étudiant ayant plus facilement accès à l'information. La dynamique entamée, notamment par la promotion du Service Volontaire Européen, et en partenariat avec l'APJC – Centre social des Pavillons-sous-Bois a également été poursuivie.

- 1 rencontre sur la mobilité à destination du réseau et en particulier des acteurs jeunesse a été organisée, le 24 Juin, au centre social de l'Orange Bleue à Clichy s/Bois, autour des enjeux et dispositifs de la mobilité, avec comme objectif principal de sensibiliser, informer et mobiliser de nouveaux acteurs du réseau sur ces questions. 10 participants de 8 structures étaient présents à cette journée.
- Nouvel accueil mutualisé de 4 SVE en octobre 2016, pour un an, dans les centres sociaux de la Dhuis et de l'Orange Bleue à Clichy s/Bois, ainsi qu'à l'APJC et à la mairie des Pavillons-sous-Bois.
- 1er projet de formation de professionnels porté par la fédération, à travers un échange avec des partenaires de la banlieue Nord de Londres (Tottenham) : une quinzaine de professionnels du réseau ont ainsi pu accueillir la délégation londonienne pour 2 jours, en novembre 2015 puis s'est rendue en retour auprès de nos partenaires à Tottenham, du 21 au 23 janvier 2016. Cette formation, animée

par N. Soricaro (formateur en mobilité internationale) a permis de travailler sur les enjeux croisés autour de la mobilité des jeunes, et de se familiariser avec les différentes possibilités du programme Erasmus. Suite à la réunion de bilan de cette formation, un document de présentation de cet échange a été produit avec les participants et diffusé au réseau.

- Création d'un outil facilitant l'accès aux dispositifs de mobilité, diffusé au réseau départemental.



Projet de formation « FAB'US » en partenariat avec la FCSF

La FCSg3 est partenaire depuis 2016 avec la FCSF et 5 autres fédérations départementales dans le cadre du projet de formation internationale FAB'US, financé par le programme Erasmus Plus, mobilité de personnel de l'éducation des adultes.

Ce projet s'inscrit dans la stratégie et dynamique de formation des professionnels-les et des bénévoles des centres sociaux, avec pour objectif d'observer



et recueillir de bonnes pratiques au sein d'organisations européennes et pourquoi pas favoriser de futures collaborations.

L'année 2016 a été consacrée principalement à l'élaboration de ce parcours de formation, qui s'étale de 2016 à 2018, avec la programmation de 6 séjours de formation pour des professionnels-les de toute la France.

Les pays partenaires de ce programme sont la Belgique, la Suède, l'Espagne, l'Allemagne et le Royaume Uni. 12 participants du réseau séquano-dyonisien devront participer à ces échanges d'ici à 2018, autour du thème des pratiques d'implications citoyennes des habitants dans la vie locale.

Aujourd'hui, en termes de perspectives, la Fédération encourage l'essaimage et la transmission de ce type de projets auprès du réseau et des publics jeunes.

3. Jeunesse et engagement / Accueil de Services civiques dans le réseau

En 2016 la Fédération a accueilli 10 nouveaux volontaires en service civique, dans 6 centres sociaux : La Dhuis et l'Orange Bleue à Clichy-sous-Bois, L'Association Pavillonnaise pour la Jeunesse et la Culture à Pavillons-sous-Bois, le centre social du Pré-Gentil à Rosny-sous-Bois, et le centre social Prévert à Gagny et l'ADEPT à Drancy.

Une rencontre de Jeunes en Service civique a été organisée le 26 Janvier, réunissant des volontaires en Service Volontaire Européen et Service civique de 5 centres sociaux.

Au niveau Régional, le principe d'une coordination tournante entre les fédérations a

été acté, permettant de faciliter la gestion de l'enveloppe commune annuelle, de faciliter les échanges, et d'organiser une à deux sessions annuelles de Formation Civique et Citoyenne. En 2016/2017, Clara STERN, chargée de projets des Hauts-de-Seine, est référente.

Une commission Service civique régionale s'est mise en place pour répondre à différents enjeux de coordination et d'échanges sur ce dispositif entre les fédérations d'Ile de France.

Regroupant les coordinateurs-trices du dispositif service civique d'Ile-de-France, la commission s'est retrouvée 5 fois afin d'organiser une rencontre régionale de tuteurs en Service Civique (Octobre 2016) et échanger autour des missions et de la formation Civique et Citoyennes.

Les fédérations franciliennes s'organisent également pour mettre en place des formations civiques et citoyennes (2 jours par session) qui font partie intégrante du parcours des jeunes accueillis sur des missions de service civique. La FCSg3 a ainsi co-organisé et co-animé la formation des 6 et 7 avril avec la FCSg2, qui s'est déroulée à la FCSF.

4. Commission Jeunesse Ile-de-France

La fédération a par ailleurs poursuivi le travail mené sur la jeunesse à l'échelle régionale avec les autres fédérations, dans une optique de meilleure connaissance des actions jeunesse des centres sociaux. Le diagnostic régional « Etat des lieux quantitatifs : les jeunes dans les centres sociaux d'Ile-de-France » a été finalisé, parallèlement au lancement de premières perspectives pour la construction d'une formation régionale à destination des



professionnels de Jeunesse.

Deux centres sociaux du réseau, les Marnaudes de Rosny s/Bois et le Vieux Pays de Tremblay-en-France, participent à la formation régionale « accompagner la mobilisation d'un groupe de jeunes », construite en 2016 dans le cadre de cette commission et animée par l'association Aequitaz.

C. La Culture dans les centres sociaux et le festival Transit

1. La Commission Culture

Le chantier « culture » de la fédération a poursuivi son développement en 2016, à travers le travail porté la Commission Culture : 4 commissions ont eu lieu en 2016 : 11/02, 13/04, 22/09, 01/12. Lors de chaque commission est réalisé systématiquement un « Tour des actus' » pour identifier les astuces pour mettre en place des sorties et des projets culturels (mobilisation des habitants, co-construction, démarche participative, postures, démarche projet)... afin de capitaliser ce qui est transférable en fin de cycle.

L'année 2016 a été marquée par une réflexion sur la mise en place d'un parcours de formation à la médiation culturelle. Des disciplines artistiques et des partenaires/intervenants potentiels ont été identifiés. 5 modules de formations vont être mis en place en 2017 et 2018 autour : du théâtre, de la littérature, des arts plastiques, de l'audiovisuel et du jeu. Un premier module a eu lieu le 8 novembre 2016. Ce module a été coanimé par la Maison de la Culture 93 et Cultures du cœur 93 et a introduit le parcours de médiation culturelle. Volontairement généraliste il a permis de

poser les bases de la médiation culturelle. Pourquoi ce parcours ?

- Pour tester, pratiquer, approfondir ses connaissances, découvrir des univers artistiques ;
- Pour partager ce que l'on a vécu et donner envie aux habitants-es de le vivre à leur tour ;
- Pour réfléchir ensemble à son rôle en tant qu'acteur du centre social et se positionner entre les publics, les œuvres et les artistes.

En 2016, la Commission Culture a également poursuivi le soutien financier à des projets culturels dans le cadre de la « Bourse aux projets ». Les projets retenus pour la Bourse aux projets 2016, ont été sélectionnés par les membres présents à la Commission Culture à partir de la grille d'évaluation qui s'appuie sur les critères d'éligibilité du cahier des charges de la Bourse aux projets. Deux centres sociaux en ont bénéficié :

- CSID, Clichy-sous-Bois : « Les droits de l'enfant à travers la vie et l'œuvre de Janusz Korczak » - Théâtre et arts plastiques
- CS Guy Toffoletti – Bagnolet : « Les Galériennes » - Théâtre et vidéos

Une somme de 1350 € a été allouée à chacun des projets.

Enfin, la commission a entrepris en 2016 un travail de réflexion sur l'élaboration d'un argumentaire dans l'optique d'asseoir et/ou développer des partenariats et collaborations autour de projets culturels. Ce travail se poursuit en 2017. Cet argumentaire prendra la forme de fiches-outils correspondant à

3 « cibles » avec des arguments types et adaptés en direction des collectivités, des institutions culturelles et des artistes.

2. Partenariats

La dynamique partenariale avec les acteurs culturels du département s'est poursuivie :

- Organisation du premier module du parcours de formation à la médiation culturelle avec la Maison de la Culture 93 et Culture du cœur 93.
- Mise en relation du groupe de travail égalité et du centre social du Londeau Noisy-le-Sec avec la Maison de la Culture 93.
- Lancement du dispositif des Livres à soi¹ (médiation littéraire auprès des familles) avec l'Ecole du Livre Jeunesse sur 4 centres sociaux : G.Brassens de Bondy, G.Toffoletti et Anne Franck de Bagnolet, Grand Air de Montreuil.
- Poursuite du Contrat Local d'Education Artistique² (CLEA) avec le centre social Alain Mimoun de Villemomble (réunion de suivi le 07.03 et un temps de restitution 1^{er}.06)
- Lancement d'un nouveau CLEA avec les deux centres sociaux de Pierrefitte, A.Croizat et Maroc-Châtenay-Poète (4 réunions de suivis : 05/07, 07/09, 14/09, 15/11)

3. Festival interculturel TRANSIT



Le festival interculturel Transit s'est déroulé du 21 mai au 11 juin 2016 et a rassemblé 22 centres sociaux sur 14 villes du département. Le festival a réuni 22 manifestations, 94 projets, environ 200 porteurs de projets dont 2/3 de jeunes, environ 2000 spectateurs dont 284 pour l'inauguration. Le spectacle départemental d'inauguration a eu lieu le samedi 21 mai 2016 à l'Espace Jean Ferrat de Tremblay-en-France.

Nouveauté cette année, après plusieurs participations à l'inauguration, les centres sociaux de Pierrefitte ont pour la première fois organisé un festival local qui a rassemblé une centaine de personnes. Bien que le festival reste un succès et poursuit sa montée en qualité, 2016 confirme de nouveau un essoufflement dans la mobilisation des équipes dû à l'investissement important que demande l'organisation des festivals locaux et du spectacle inaugural.



¹ Objectifs du dispositif : Former à la médiation littéraire des professionnels-les des centres, mettre en place des ateliers de familiarisation, manipulation et appropriation des livres jeunesse avec les parents, développer les partenariats avec les bibliothèques et les librairies.

² Il s'agit d'une convention triennale entre la DRAC IDF, le CD et la FCS93 qui permet la mise en place de résidences missions d'artistes dans les centres ; avec pour originalité une période d'immersion de l'artiste de 3 mois et la construction d'une démarche artistique co-construite entre ce dernier et les usagers sur 2 ans en moyenne. La discipline retenue pour 2016 est la photographie.

Une réflexion a été menée lors des comités de pilotage de l'édition 2016 afin de repenser la forme actuelle du festival. La nouvelle forme du festival, votée à l'Assemblée Générale de la fédération en 2016, est la suivante : organisation d'un temps fort départemental porté par la Fédération tous les deux ans, en alternance avec des festivals locaux dans les centres, l'année sans temps fort départemental. 2017 est donc la première année d'expérimentation. Le comité de pilotage du 27 septembre 2016 nous a permis de concrétiser cette nouveauté et de réfléchir davantage au soutien à la mobilité des publics, au soutien aux centres pour renforcer l'accompagnement des porteurs de projets amateurs par des artistes professionnels, à l'accompagnement des centres dans l'organisation des festivals locaux.

D. Les usages du numérique en centre social

1. Groupe de travail



Le groupe de travail sur les usages du numérique a été mis en place en janvier 2016 pour répondre aux sollicitations des centres concernant la dématérialisation croissante des démarches administratives. Il réunit une dizaine de professionnels. La première réunion, du 19 janvier 2016, a permis d'établir un état des lieux des besoins et une vision des usages du numérique en centre social. Deux approches du numérique se dégagent :

- 1/ une approche relative à l'accès aux droits par le numérique,
- 2/ une approche qui se concentre sur la fonction « outil » du numérique au service

des projets des centres et du pouvoir d'agir 3 autres rencontres du groupe ont eu lieu en 2016, les 8 mars, 17 juin et 15 septembre. Ces temps d'échanges ont permis d'engager une réflexion autour de l'accès aux droits et usages numériques, de la construction d'une formation en partenariat avec Simplon.co sur la découverte de l'univers du numérique, d'établir une feuille de route pour 2017, de mettre en place des outils de capitalisation et d'échanges.

Les membres du groupe de travail ont participé à la Formation « A la découverte du numérique au quotidien » animée par les Petits Débrouillards les 3 et 29 novembre 2016 qui avait pour objectifs de :

- Découvrir les potentiels du numérique au service des projets et actions du centre social : nouvelles formes d'accompagnement, de mobilisation, de participation ...
- D'explorer les différents outils numériques qui peuvent être mis en place à partir de l'existant.

Les membres du groupe ont également assisté en décembre 2016 à la journée-conférence organisée par le GRDR sur l'inclusion numérique des personnes âgées immigrées.



Légende : formation à la découverte du numérique, novembre 2016



2. CAPPRIO

La Fédération est partenaire de Simplon.co pour l'essaimage du dispositif CAPPRIO (Label « Grande école du numérique » 2015-2018). Les jeunes issus des centres sociaux ont la possibilité de bénéficier de formations qualifiantes gratuites (avec 80% de sortie positives en emploi). Les centres peuvent aussi bénéficier de prestations gratuites dans leurs locaux, comme des initiations au code et à la création de jeux vidéo pour les enfants. En 2016, les centres sociaux du Gros Saule, Albatros, 3 quartiers d'Aulnay s/Bois, des Marnaudes de Rosny s/Bois et Pasteur de Saint-Ouen ont bénéficiés des ateliers d'initiation au code. Dans le cadre de CAPPRIO la fédération a mis en place une formation « A la découverte du numérique au quotidien » animée par les Petits Débrouillards.

3. CNum93

La FCS93 siège au CNum93, déclinaison départementale unique en France du Conseil National du Numérique (CNnum). Ce conseil réunit des entreprises, des start-ups, des universités, des associations, des collectivités travaillant autour du numérique. Créé à l'initiative du Conseil Départemental, le Cnum93 a un rôle consultatif quant à la stratégie départementale en faveur du numérique. Il permet également, de manière indépendante du CD93, de créer une synergie et des partenariats entre acteurs du numérique sur le département. Un des premiers chantiers du Cnum93 consistera à travailler sur l'insertion professionnelle de jeunes dans les métiers du numérique par une entrée compétences. L'opération « 60 jours pour le numérique » a été lancée à l'été 2016. 3 réunions ont lieu en 2016 : 18/01, 12/04 et 26/10.



4. Médiation Sociale Partagée (MSP)

En 2016, la FCS93 a co-animé un groupe d'échanges avec la CAF autour du dispositif de Médiation Sociale Partagée (MSP) avec les centres concernés afin de l'améliorer.


Deux réunions ont eu lieu : en juin 2016 et en novembre 2016, réunissant 16 personnes. Les échanges ont permis de réaffirmer :

- La nécessité de mettre en place des ateliers de médiation numérique en préalable des permanences et des rendez-vous CAF.fr dans le sens d'un travail sur l'autonomie des personnes,
- L'importance du temps de travail que suppose cet accompagnement et le manque de moyens humains dans les centres pour y répondre de manière pertinente,
- L'importance d'un travail collaboratif avec les intervenants de secteurs CAF dans la cohérence des accompagnements,
- Le sens de l'action et des missions de chaque acteurs autour de ces enjeux.

E. La prise en compte du vieillissement des populations sur nos territoires

En 2016, la FCS93 a continué le travail amorcé pour prendre en compte le vieillissement de la population dans les projets développés par le réseau des centres sociaux sur le territoire.

Dans ce cadre, la Commission seniors Ile-de-France s'est réunie à plusieurs reprises : 03/03, 26/05, 04/07, 22/07,



04/10 et 04/12. Si l'objet principal de cette instance est l'échanges de pratiques et la mutualisation des ressources entre fédérations, elle a surtout permis en 2016 de structurer une stratégie collective de travail avec la CNAV.

1. Accompagner les centres sociaux dans leurs projets

Le travail de la FCSg3 dans ce domaine s'est concentré sur le soutien et l'appui des centres sociaux dans le cadre de leurs relations avec la CNAV. L'année 2016 a été marquée par la montée en charge de la prise en compte du vieillissement dans les centres sociaux avec l'accroissement du nombre de centres sociaux financés par la CNAV avec au total 18 centres sociaux inscrits dans le dialogue de gestion en 2016. La même année, la FCSg3 a accompagné 7 centres sociaux dans le cadre d'une 1ère demande de financement auprès de la CNAV.

Près de 30 centres sociaux ont été accompagnés au total sur 2016.



Une formation de « Sensibilisation sur les problématiques et les enjeux liés au vieillissement » a été proposée au niveau régional le 12/05.

2. Développer les connaissances et les partenariats avec le milieu gérontologique

Plusieurs rencontres avec les partenaires ou les potentiels partenaires et spécialisés dans les actions en faveurs des personnes âgées ont permis à la FCSg3 de non seulement communiquer sur la spécificité des actions « seniors » inscrits dans une démarche d'animation globale mais aussi de se nourrir de leur expérience et expertise dans le

domaine de la gérontologie. Parmi ces rencontres, nous avons :

- 08/02 -> intervention de la FCSg3 à la CNAV devant les structures évaluatrices pour faire connaître les projets des centres et favoriser les partenariats locaux ;
- 03/10/16 : intervention FCSg3 devant les centres sociaux de Bondy et leurs partenaires (avec MONALISA et le CCAS de Bondy) ;
- 27/10 -> rencontre avec la chargée de mission conférence des financeurs au CGg3 ;
- 01/12 -> Intervention au Forum organisé par le GRDR - Migration Citoyenneté Développement « Quelle inclusion numérique pour les personnes âgées immigrées ? » pour présenter le point de vue des centres sociaux g3 dans ce domaine.

3. Perspectives

L'année 2017 sera donc consacrée à la consolidation de ces projets avec comme objectifs principaux la montée en qualification des équipes avec la reprise des temps départementaux de qualification et d'échanges de pratiques, ainsi que l'inscription de la prise en compte du vieillissement comme axe des projets sociaux.

F. L'accès à la langue française dans les centres sociaux



Un groupe de travail a été lancé au mois de février 2016 avec les coordinatrices-teurs ASL du réseau avec l'objectif d'offrir un espace de travail aux professionnels-les de l'accès à la langue, de permettre à la FCSg3 de mesurer les besoins, évaluer les attentes et créer la

complémentarité avec le travail initié avec les bénévoles. Elle a eu lieu le 19 février, a réuni 15 participantes dont 2 bénévoles. Ce 1er rendez-vous a été l'occasion d'initier d'autres rencontres avec l'objectif d'apporter une réponse construite et adaptée de formation et de qualification des acteurs-trices.

La 2^{nde} séance a été organisée le 29 juin et a réuni 6 participant-e-s. Elle a servi à anticiper et préparer l'accueil des apprenants (à la rentrée scolaire de septembre). En s'appuyant sur des échanges de pratiques et les apports de l'intervenante le groupe a travaillé sur :

Le suivi et l'évaluation des stagiaires ASL ;

- La pédagogie différenciée en fonction des niveaux ;
- Évaluation du niveau des apprenants : test et démarche d'évaluation ;
- Anticiper la mise en place du suivi des apprenants.

Le 07 octobre, 11 participantes se sont réunies pour une séance dont l'objectif était de formaliser des contenus de travail afin d'élaborer un programme de travail adapté aux besoins et aux attentes de chacune. Cette session a été l'occasion de mieux connaître et cerner les particularités des missions des unes et des autres, en lien avec les ASL (coordination, animation).

En conclusion, l'existence de ce groupe a été réaffirmé, avec le but de poursuivre la mise en réseau et le travail autour d'objectifs spécifiques :

- 1) Formation à construire ensemble ;
- 2) Construire et mettre en travail la question du partenariat dans le cadre des ASL ;
- 3) Recherche-Action sur la question de la linguistique et des ASL ;
- 4) Travail sur le numérique : les méthodes, la pédagogie et les outils ;
- 5) Les recherches de financement.



Séjours vacances, centre social des Marnaudes, Rosny s/ Bois, été 2016

7. LES CHANTIERS SUPPORTS

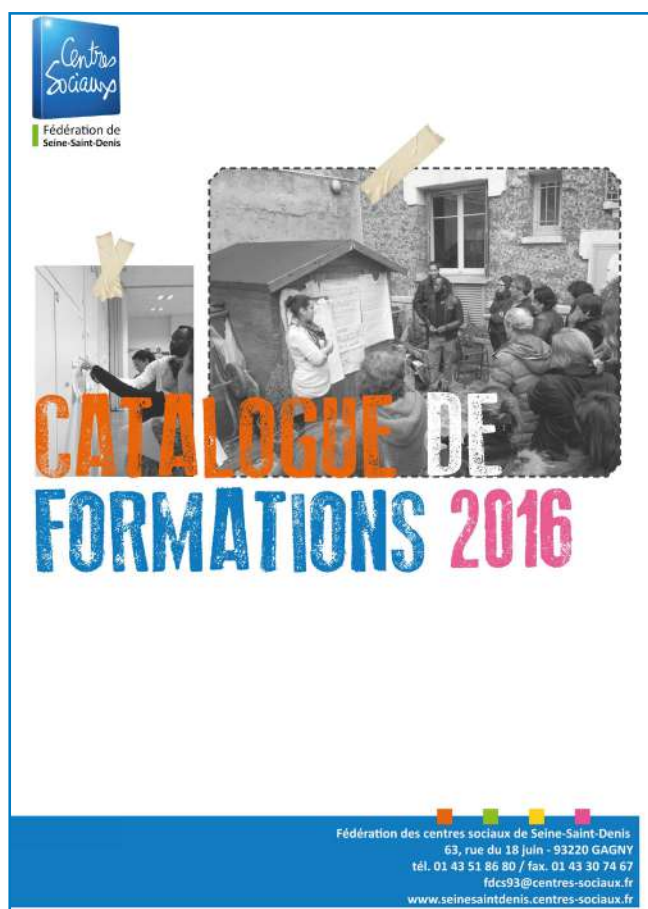


A. La qualification des acteurs : des formations à destination des bénévoles et salarié-e-s du réseau

Voici une présentation en synthèse des actions de formation proposées par la fédération en 2016 et mentionnées tout au long du rapport d'activité.

En 2016, 17 formations ont été communiquées au travers du catalogue de formations fédérales, avec une première édition pour le 1er semestre 2016, et ses compléments dans une publication au 2nd semestre.

En 2016, 279 personnes ont été formées par le biais de la FCS93 dont 162 salarié-e-s et 117 bénévoles des centres sociaux 93.



1. A destination des bénévoles d'activités ou d'ateliers des centres sociaux

Maîtriser la pédagogie des ateliers sociolinguistiques - ASL (1er session) :

- S'approprier concrètement la méthodologie et les outils pour l'apprentissage de la communication orale et écrite.
- Les samedis 30 janvier, 6 février et 20 février 2016 au Centre Social Ambroise Croizat à Pierrefitte-sur-Seine.
- Intervenante : Mme Fatma Zohra Mammam. **17 participant-e-s**

Maîtriser la pédagogie des ateliers sociolinguistiques - ASL (2ème session) :

- S'approprier concrètement la méthodologie et les outils pour l'apprentissage de la communication orale et écrite.
- Le samedi 5 mars, jeudi 17 mars et vendredi 18 mars 2016 au Centre Social Marcel Paul à Sevrans.
- Intervenante : Mme Fatma Zohra Mammam. **15 participant-e-s**

Le jeu dans la pédagogie des ateliers sociolinguistiques (ASL) :

- Connaître différents types de jeux pour mettre en place une dynamique de groupe ; utiliser le jeu comme outil d'animation et d'apprentissage afin de favoriser la confiance en soi et permettre l'expression de façon ludique ; vivre des situations de jeux et réfléchir à leur utilisation.
- Le samedi 9 avril 2016 au Centre Social Jacques Prévert à Gagny.
- Intervenante-s: Mme Fatma Zohra Mammam et M. Julien Bush. **12 participant-e-s**

Accompagnement à la scolarité :

- Permettre aux bénévoles une réflexion et un positionnement à l'échelle d'un quartier. Permettre d'acquérir des

outils d'intervention techniques et pédagogiques.

- Les samedis 19 novembre, 26 novembre et 3 décembre 2016 à la FOL 93.
- Intervenant : M. Stéphan Bourtayr (FOL 93). 14 participant-e-s

Maîtriser la pédagogie des ateliers sociolinguistiques - ASL (3ème session)

- S'approprier concrètement la méthodologie et les outils pour l'apprentissage de la communication orale et écrite.
- Le samedi 3 décembre, vendredi 9 et samedi 10 décembre 2016 au Centre Social Marcel Paul à Sevran.
- Intervenante : Mme Fatma Zohra Mammar. **12 participant-e-s**

2. Sur les fondamentaux du travail en centre social

Renouvellement de projet en centre social :

- Identifier collectivement les bénéfices d'une démarche participative dans la conduite de l'évaluation, du diagnostic et de l'élaboration de projet. Construire un processus participatif et mobilisant.
- Le lundi 25 janvier, jeudi 10 mars, mardi 12 avril 2016 à la Maison des Initiatives et de la Citoyenneté à L'Île-Saint-Denis.
- Intervenant : Matthieu Piegay, SCOP Accolades. **20 participant-e-s**

Rencontre Référent-es Familles + (DPA) :

- Appréhender la fonction du référent famille au sein du centre social ; travailler, à partir de questionnements des professionnel-le-s à des repères partagés pour le réseau sur les pratiques, principes et modalités d'actions du référent famille.
- Le jeudi 17 mars et mardi 22 novembre 2016 au Centre Social Césaria Evora à la Courneuve.
- Intervenants : Hélène Balazard et

L'Alliance Citoyenne. **28 participant-e-s**

Méthodologie de projets :

- Savoir concevoir un projet : du diagnostic à l'évaluation. Savoir concevoir un projet en tenant compte de l'animation globale. Savoir concevoir et mener un projet de manière participative.
- Le mardi 4 octobre et vendredi 18 novembre 2016 au Centre Social Guy Toffoletti à Bagnolet.
- Intervenante : Elsa Vacheron (FCSg3). **4 participant-e-s**

3. Démarches participatives et développement du pouvoir d'agir

Instances participatives en centre social (recherche - action) :

- Engager un travail approfondi et singulier avec des centres sociaux en gestion municipale. Faire de cette démarche une expérience fédérale innovante à capitaliser et transmettre via le dispositif "Fabrique d'Initiatives Citoyennes".
- Lancement le vendredi 7 octobre 2016 au Centre Social Césaria Evora à la Courneuve et poursuite en 2017.
- Intervenant : Matthieu Piegay, SCOP Accolades. **18 participant-e-s**

Initiation au pouvoir d'agir :

- Mieux appréhender ce qu'est l'approche du développement du pouvoir d'agir. Acquérir des clés de compréhension et de méthode. Pouvoir expérimenter et mettre en œuvre l'approche du développement du pouvoir d'agir.
- Le mardi 11 octobre 2016 au Centre Social Marcel Paul à Sevran.
- Intervenant : SCOP L'Orage. **14 participant-e-s**



Parcours Bénévole en centre social :

- Explorer la notion « d'engagement bénévole » en centre social. Mettre en perspective le principe de « travail associé » entre salariés- es et bénévoles à partir des pratiques de chacun-e.
- Le mercredi 7 décembre 2016 au Centre Social Georges Brassens à Bondy.
- Intervenant : Pas Bête la Mouche. **16 participant-e-s**

4. Egalité de traitement

Sensibilisation à la Lutte Contre les Discriminations :

- Cette formation de sensibilisation à la lutte contre les discriminations vise à éclaircir les concepts autour du terme de lutte contre les discriminations qui sont un préalable au dialogue et à l'action. Elle permet aussi d'outiller les participants pour penser des projets de lutte contre les discriminations participatifs impliquant les premiers concernés
- Mercredi 17 février 2017 au Centre Social Albatros à Aulnay-Sous-Bois. Intervenantes : Faïda Yahiaoui (FCSg3) et Madely Noël (FCSg2). **19 participant-e-s**

Egalité entre les femmes et les hommes :

- Se (re)sensibiliser, se (re)approprier les fondamentaux du travail sur l'égalité femmes-hommes à partir d'une entrée ethnologique. S'outiller sur les liens entre "sexisme" et "stéréotypes de genre" dans les cultures. Mettre en lien les questions théoriques avec les pratiques professionnelles visant la promotion de comportements non sexistes.
- Jeudi 7 avril 2016 au Centre Social Couleurs du Monde à la Courneuve. Intervenant : Ethnoart. **19 participant-e-s**

Laïcité en centre social :

- Outiller les équipes des centres sociaux (salariés-es et bénévoles) sur les concepts de citoyenneté et de laïcité. La formation s'adresse plus spécifiquement aux professionnels-les en postures éducatives et/ou en lien avec les familles. Découvrir ou redécouvrir le cadre théorique. Mettre en pratique le concept de laïcité au quotidien et comment aborder ces concepts avec les familles ?
- Mardi 12 avril 2016 au Centre Social Alain Mimoun à Villemomble. Intervenant : Enquête. **19 participant-e-s**

Valeurs de la République et laïcité-2 sessions:

- Aider les professionnels à avoir une posture professionnelle adaptée à leur fonction et au statut de leur structure employeuse. Apporter des réponses précises aux demandes et situations rencontrées dans l'exercice de leurs fonctions ; ces réponses devant être fondées sur le droit en matière de respect des principes de laïcité et de non-discrimination, dans une logique de dialogue avec les populations.
- Le mercredi 21 septembre et jeudi 22 septembre 2016 à Profession Banlieue. 15 participant-e-s
- Jeudi 13 octobre et vendredi 14 octobre 2016 à Profession Banlieue. Intervenantes : Faïda Yahiaoui (FCSg3) et Olivia Maire (Profession Banlieue). **12 participant-e-s**

5. Approches thématiques

Introduction à la médiation culturelle :

- Mieux appréhender l'accompagnement des publics dans un cadre participatif. Travailler l'avant et l'après sortie : inscrire la sortie dans une logique d'action culturelle. Prendre conscience de l'autre et de sa culture à travers l'échange.



- Mardi 8 novembre 2016 au Centre Social Marcel Paul à Sevran. Intervenant : MC93, CDC93 et FCS93. **15 participant-e-s**

A la découverte du numérique :

- Découvrir les potentiels du numérique au service des projets et actions du centre social : nouvelles formes d'accompagnement, de mobilisation, de participation ... Explorer les différents outils numériques qui peuvent être mis en place à partir de l'existant.
- Le jeudi 3 novembre et vendredi 29 novembre 2016 à SIMPLON. Intervenant : Les Petits Débrouillards. **10 participant-e-s**

6. Des formations spécifiques à la demande d'un centre social ou centre sociaux d'une même ville ont été également réalisées



Formation spécifique à la demande des centres sociaux de Bondy sur l'Accompagnement à la scolarité :

- Samedi 26 novembre 2016 à Bondy.
- Intervenant-e-s : Elsa Vacheron et Roman Orinowski – FCS93. **17 participant-e-s**

Formation spécifique à la demande du centre social Floréal à Saint-Denis sur L'Egalité femmes-hommes :

- Mardi 19 avril 2016 – Vendredi 27 mai 2016 – Vendredi 1er juillet 2016 au centre social Floréal à Saint-Denis
- Intervenant : La Boucle. **15 participant-e-s**

7. Formation DESJEPS

La FD93, à travers son implication dans la commission Formation Régionale (UFFCS), a participé à l'élaboration d'une formation qualifiante dans le champ de l'animation, de niveau II : le DESJEPS, en partenariat avec l'INFA, Centre de formation.

Cette nouvelle formation, dont la première promotion a démarré au printemps 2016, permet d'apporter une réponse possible à l'enjeu de qualification des directeurs des centres sociaux d'une part – en lien avec les exigences posées dans la circulaire CNAF de 2012- et d'accompagner d'autre part des parcours professionnels au sein du réseau.

2 directeurs du réseau départemental de Seine-Saint-Denis font partie de cette première promotion (2016/2017). Une seconde session est prévue début 2018.



B. Un chantier support : la communication

1. Site Internet

Le site a été actualisé régulièrement et alimenté par la parution d'articles sur l'actualité du réseau et de la Fédération (18 articles ont été publiés en 2016). Il tend à devenir un véritable outil au service de l'animation du réseau. Une refonte du site a été effectuée en 2016 concernant la rubrique « Actions » qui s'aligne désormais sur les grandes orientations du projet fédéral, pour plus de cohérence et de lisibilité. Une nouvelle session a également été créée : « les prochains rendez-vous fédéraux » dans l'optique de mieux communiquer sur nos actualités : <http://seinesaintdenis.centres-sociaux.fr/>

Enfin, un site internet dédié au festival Transit a été mis en ligne pour ne pas surcharger le site de la Fédération et asseoir le volet communication du festival : <http://fdcs93.wixsite.com>

En 2016, 53 217 vues ont été comptabilisées

pour le site de la Fédération avec une moyenne de 145 vues par jour. Les pages les plus consultées sur une durée d'un an (du 20.04.2016 au 20.04.2017) sont la page d'accueil et les articles (7117 vues), la page « le réseau 93 » (3572 vues) et la page « emploi » (2813 vues).

2. Fil Infos 93 / Infos Fédé 93

La diffusion hebdomadaire du Fil Infos s'est poursuivie (soit plus 33 parutions sur l'année 2016) ainsi que la parution de l'Info FD (2 numéros sur l'année 2016). Le fichier de contact du Fil Info hebdomadaire compte 417 abonnés soit une baisse de 0.46% des abonnés, issus du réseau des centres et des partenaires de la Fédération. En moyenne, sur l'année 2016 le taux d'ouverture du Fil Infos s'élève à 13% pour 10% de clics.

Les thématiques abordées dans l'Info FD : « Chargés-es d'accueil - 1ère rencontre » concernant le groupe de travail fédéral des chargés-es d'accueil, « le réseau 93 accueille Londres ! » concernant l'échange entre professionnels-les de centres sociaux du 93 et de Londres, « Lutte contre les discriminations (LCD) : les centres sociaux en action » panorama des actions de LCD menées dans le réseau, « Les Pipelettes, gazette d'habitantes » sur la production d'un journal communal par un collectif d'habitantes de Pierrefitte, « Zoom sur l'Assemblée Générale 2016 : 1ère étape pour le projet fédéral », « La Fabrique d'Initiatives Citoyennes - Projets d'habitants », « Retour sur le festival Transit 2016 », « Une exposition pour comprendre le projet fédéral » concernant la création de l'exposition visant à expliciter le projet fédéral.



3. Parutions et documents de communication sur 2016

- Carte de vœux 2016
- 2 Kakémonos : sur la Fabrique d'Initiatives Citoyenne et sur la Fédération
- Mise à jour de la plaquette Fédérale et de la carte du réseau
- Plaquette sur le parcours de médiation culturelle
- Plaquette sur le dispositif FAB US
- Document de valorisation de l'échange de professionnels-les avec Locality
- Plaquette sur les dispositifs de mobilité
- Invitation à la rencontre égalité de 2016
- Répertoire sur les projets seniors
- Communication du festival Transit (programme et affiche)
- Catalogue de formation du 1er et 2nd semestre

8. ANNEXES

A. Compte de résultat

FEDERATION DES CS DE SEINE SAINT DENIS
GAGNY

Le 29/05/2017 à 14:38

COMPTE DE RESULTAT

Sélection période du 01/01/2016 au 31/12/2016

Toutes les écritures

Charges (ttc)	Du 01/01/2016 au 31/12/2016		31.12.2015
	Montant	Total	Total
CHARGES D'EXPLOITATION			
ACHATS DE MARCHANDISES			
VARIATION DE STOCK			
ACHATS MATIERES PREMIERES AUTRES APPROVISIONNEMENTS			
VARIATION DE STOCK			
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERIEURES	187 328.50		127 610.31
IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	4 515.47		3 953.00
SALAIRES ET TRAITEMENTS	131 916.13		149 891.36
CHARGES SOCIALES	47 882.48		60 739.36
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS		29 181.60	18 265.21
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX AMORTISSEMENTS	6 635.74		3 713.43
/IMMOBILISATIONS : DOTATION AUX PROVISIONS			
/ACTIF CIRCULANT : DOTATION AUX PROVISIONS	2 545.86		9 531.78
RISQUES & CHARGES : DOTATION AUX PROVISIONS	20 000.00		5 020.00
SUBVENTIONS ACCORDEES PAR L'ASSOCIATION			
AUTRES CHARGES	230.04		784.79
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION (1)		401 052.22	361 244.03
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)			
CHARGES FINANCIERES			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS			
INTERETS ET CHARGES ASSIMILES			
DIFFERENCES NEGATIVES DE CHANGE			
CHARGES NETTES / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES CHARGES FINANCIERES (3)			
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
SUR OPERATIONS DE GESTION	17.00		52.00
SUR OPERATION EN CAPITAL			
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES			
DOTATION AUX AMORTISSEMENTS EXCEPTIONNELS			
DOTATION AUX PROVISIONS REGLEMENTEES STOCKS			
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (4)		17.00	52.00
ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES (5)	21 200.00		36 886.00
PARTICIPATION DES SALARIES AU RESULTAT (6)			
IMPOTS SUR LES SOCIETES (7)			
TOTAL DES CHARGES		422 269.22	398 182.03
SOLDE CREDITEUR = BENEFICE		7 082.67	19 999.60
TOTAL GENERAL		429 351.89	418 181.63

COMPTE DE RESULTAT

Produits (ttc)	Du 01/01/2016 au 31/12/2016		31.12.2015
	Montant	Total	Total
PRODUITS D'EXPLOITATION			
VENTES DE MARCHANDISES			
PRODUCTION VENDUE			720.00
SOUS-TOTAL A			720.00
PRODUCTION STOCKEE			
PRODUCTION IMMOBILISEE			
SUBVENTION D'EXPLOITATION	213 741.50		212 214.70
REPRISES SUR PROVISIONS TRANSFERT DE CHARGES	14 355.21		25 058.38
COLLECTES			
COTISATIONS	115 641.92		119 528.48
AUTRES PRODUITS	46 583.76		34 289.96
SOUS-TOTAL B		390 322.39	391 091.52
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		390 322.39	391 811.52
QUOTES-PARTS DE RESULTAT SUR OPERATIONS FAITES EN COMMUN (2)			
PRODUITS FINANCIERS			
DE PARTICIPATION			
D'AUTRES VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT ET CREANCES			
AUTRES INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES	1 148.96		2 020.11
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
DIFFERENCES POSITIVES DE CHANGE			
PRODUITS NETS / CESSION VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT			
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (3)		1 148.96	2 020.11
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
SUR OPERATIONS DE GESTION			20 850.00
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	994.54		3 500.00
REPRISES SUR PROVISIONS			
TRANSFERT DE CHARGES			
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (4)		994.54	24 350.00
REPORT DES RESSOURCES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	36 886.00		
TOTAL DES PRODUITS		429 351.89	418 181.63
SOLDE DEBITEUR = PERTE			
TOTAL GENERAL		429 351.89	418 181.63

B. Bilan

FEDERATION DES CS DE SEINE SAINT DENIS
GAGNY

Le 29/05/2017 à 14:38

BILAN

Actif	Du 01/01/2016 au 31/12/2016			31.12.2015
	Brut	Amort	Net	Total
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	669.00	669.00		
FRAIS D'ETABLISSEMENTS				
FRAIS D'AUGMENTATION DE CAPITAL				
FRAIS DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT				
CONCES. BREVETS LICENCES MARQUES	669.00	669.00		
DROIT AU BAIL				
AUTRES				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	283 125.81	19 229.14	263 896.67	19 168.03
TERRAINS	25 000.00		25 000.00	
CONSTRUCTIONS SUR SOL PROPRE	225 000.00	1 598.36	223 401.64	
CONSTRUCTIONS SUR SOL D'AUTRUI				
INSTALLATION TECHNIQUE MATERIEL ET OUTILLAGE				
AUTRES	33 125.81	17 630.78	15 495.03	19 168.03
IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS				
AVANCES ET ACOMPTES				
IMMOBILISATIONS GREVEES DE DROITS				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
PARTICIPATIONS				
CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS				
AUTRES TITRES IMMOBILISES				
PRETS				
AUTRES				
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (1)	283 794.81	19 898.14	263 896.67	19 168.03
STOCKS ET ENCOURS				
MATIERES PREMIERES & AUTRES APPROVISIONNEMENTS				
EN COURS DE PRODUCTION				
PRODUITS INTERMEDIAIRES				
MARCHANDISES				
FOURNISSEURS AVANCES ET ACOMPTES VERSES/COMMANDES	45 956.40		45 956.40	32 100.00
CREANCES	88 401.46	2 545.86	85 855.60	42 022.18
CREANCES USAGERS ET COMPTES RATTACHES	22 595.55	2 545.86	20 049.69	38 085.51
AUTRES	65 805.91		65 805.91	3 936.67
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
DISPONIBILITES	260 904.38		260 904.38	270 444.95
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				1 237.50
TOTAL ACTIF CIRCULANT (2)	395 262.24	2 545.86	392 716.38	345 804.63
CHARGES A REPARTIR SUR PLUSIEURS EXERCICES (3)				
PRIMES DE REMBOURSEMENTS D'EMPRUNTS (4)				
ECART DE CONVERSION ACTIF (5)				
TOTAL GENERAL	679 057.05	22 444.00	656 613.05	364 972.66

BILAN

Passif	31/12/2016	31.12.2015
	Montant	Total
FONDS PROPRES		
FONDS ASSOCIATIFS SANS DROIT DE REPRISE	73 324.13	73 324.13
ECART DE REEVALUATION		
RESERVES	73 994.68	53 995.08
REPORT A NOUVEAU		
RESULTAT DE L'EXERCICE	7 082.67	19 999.60
TOTAL FONDS PROPRES (1)	154 401.48	147 318.81
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
FONDS ASSOCIATIFS AVEC DROIT DE REPRISE		
ECART DE REEVALUATION		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	139 005.46	
PROVISIONS REGLEMENTES	54 000.00	54 000.00
DROITS DES PROPRIETAIRES		
TOTAL AUTRES FONDS ASSOCIATIFS (2)	193 005.46	54 000.00
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS (1 + 2)	347 406.94	201 318.81
PROVISIONS POUR RISQUES		
PROVISIONS POUR CHARGES	26 848.97	9 953.17
TOTAL DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (3)	26 848.97	9 953.17
FONDS DEDIES (4)	21 200.00	36 886.00
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES D'ETABLISSEMENTS DE CREDITS		
EMPRUNTS ET DETTES FINANCEURS DIVERS	124 458.30	
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES		
DETTE FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	68 935.01	64 172.93
DETTE FISCALES ET SOCIALES	44 917.79	42 795.72
DETTE SUR IMMOBILISATIONS ET COMPTES RATTACHES		
AUTRES DETTES	7 846.04	7 846.04
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	15 000.00	1 999.99
TOTAL DETTES (5)	261 157.14	116 814.68
ECARTS DE CONVERSION PASSIF (6)		
TOTAL GENERAL	656 613.05	364 972.66

C. Rapport financier

- Les comptes de bilan de l'exercice 2014 présentent à l'actif comme au passif un total de **331 286,72 €**.
- Le compte de résultat affiche un montant équilibré entre les charges et les produits de **349 471,02€**.
- L'appréciation de la situation financière de l'exercice comptable s'appuie sur deux outils : le bilan et le compte de résultat.

1. Bilan

Le bilan 2016 note une nouvelle fois la stabilité financière de l'association, avec l'investissement dans le nouveau siège fédéral (achat octobre 2016) et le maintien de sa capacité de financements de besoins à courts terme. L'achat ne déséquilibre pas la structure financière de l'association.

1.1 A l'actif

Immobilisations nettes : **263 896.67 € (40.19%)**

- Les immobilisations nettes comprennent le nouveau siège fédéral (**248 401.64€**), terrain et bâtiment
- Les investissements en matériel – véhicule, équipement informatique et mobilier en cours d'amortissement pour un montant de **15 495.03 €**.

Actif circulant : **131 812.00€** et valeurs disponibles (**260 904.38€**)

- Il se compose essentiellement des versements d'acomptes de factures pour les travaux d'aménagements du siège fédéral
- Ainsi que des créances des centres sociaux (cotisations) et subventions attendues.

>> Le fond de roulement total est de **256 017.54 €**.

1.2 Au passif

Fonds propres : **395 455.91€**


Ils représentent **60.23%** des ressources inscrites au bilan, soit une légère augmentation par rapport aux années précédentes, incluant :

- Notamment aux fonds associatifs la subvention CAF liée à l'achat du siège fédéral (**140 000.00€**),
- Des réserves non mobilisées sur l'exercice comptable, comprenant des frais d'aménagement reportés sur 2017, l'inauguration des locaux et aménagement (**10 000.00€**), une réserve provisionnée pour faciliter la mobilité dans le réseau (**9 999.60€**),
- La création d'un fonds de provision à destination du réseau (**20 000€**).

Dettes à court terme : **261 157.14 €**

- Les dettes à court terme comprennent notamment les emprunts à taux zéro (CAF et FCSF pour un montant total de **124 458.00€**) pour l'investissement relatif à l'achat du siège fédéral
- Les dettes fournisseurs (**68 935.01€**) comprennent notamment la part de la cotisation FCSF 2016 (**55 522.96€**)
- Les dettes fiscales et sociales s'élèvent quant à elles à **44 917.79€**
- Les produits constatés d'avance (CAF) à **15 000.00€**.

>> Le besoin en fond de roulement est négatif (**-4886.84€**) c'est-à-dire que l'association n'a pas besoin d'utiliser des ressources à long terme pour financer des besoins à court terme.



Cette situation nous permet de maintenir notre capacité à soutenir financièrement les structures du réseau si nécessaire.

2. Compte de résultat

Le résultat 2016 laissait apparaître en première lecture un excédent de **63 282.67€**. Cela peut s'expliquer par un contexte relativement complexe pour l'association en 2016 :

- 2 congés maternité dans l'équipe, et en particulier celui de la déléguée,
- Le recrutement d'un nouveau chargé de projets en avril qu'il a fallu accompagner en l'absence de la déléguée à prendre ses marques sur les dossiers qui lui ont incombé,
- La poursuite et la finalisation de la recherche de nouveaux locaux (achat annulé sur une maison de Villemomble et à Bobigny et finalement achat aux Pavillons-sous-Bois), ainsi que le suivi des travaux et la préparation du déménagement et de l'installation : environ 20 jours de travail comptabilisés sur l'année et concernant le plus souvent la déléguée, la secrétaire, ainsi qu'au minimum un à deux administrateurs impliqués sur ce dossier : cela a eu un impact également sur la mobilisation de l'équipe fédérale au détriment du portage ou développement d'autres actions.
- La poursuite de partenariats mais dans un contexte de changements et mouvements d'équipes et de contexte, qui n'a pas favorisé le développement de nouvelles actions (CAF notamment).

Globalement, nous avons constaté un ralentissement de l'activité en raison de l'équipe incomplète pour pouvoir porter avec pertinence certaines actions. Les

choix contraints auxquels nous avons dû nous adapter montrent que nous n'avons pas employé toutes nos ressources comme nous aurions pu le faire. Cela a eu pour conséquence une relative modération et prudence dans les engagements financiers à plusieurs niveaux, notamment sur :

2.1 La masse salariale

La charge supportée par la fédération en 2016 sur la fonction de pilotage a diminué de **11 363.79€** par rapport à l'année précédente, en fonctionnement normal (temps de présence en pilotage 5 fois moins important par rapport à une situation normale) ; dans ces conditions, la charge financière reste donc lourde pour ce qui a été assuré sur cette fonction.

La charge supportée par la fédération en 2016 sur la fonction de secrétariat diminué de **6 590.33€** par rapport à l'année précédente, en fonctionnement normal. Le remplacement ayant été assuré par Armelle que nous connaissions déjà, le travail n'en a pas été affecté et ce remplacement a créé un produit qu'il faut considérer comme exceptionnel.

Enfin, la création du poste de chargé de projets à la fédération, financé en très large majorité par l'obtention de financements, a eu un impact léger sur la comptabilité de la fédération (**3 964.61€** sur fonds propres).

Au total, la masse salariale 2016 a donc atteint, tous postes confondus, **179 798.61€**, alors qu'en fonctionnement normal, elle aurait dû atteindre **201 054.84 €** soit **21 256.23 €** de différence.

2.2 Les actions de formation / rencontres

Au regard des charges anticipées, l'ensemble des actions et animations du réseau fédéral n'a pas pris toute l'ampleur imaginée en 2016, malgré une augmentation notable des frais de prestations et honoraires de formation (hors prestation liée au pilotage de la fédération), soit **17 886.00€ (9 955.00€** en 2015).

Le déploiement du kit laïcité a produit une ressource non prévue de **5 000.00€** pour sa co-construction et co-animation avec Profession Banlieue.

Sur les dépenses de formation prévues non engagées

Actions	Charge prévisionnelle €
Autour du bénévolat, faute d'un nombre suffisant de participants, une seule journée sur deux prévue a pu voir le jour (FDVA)	1200
Sur le volet « stratégie et coopération », en raison de l'équipe réduite sur cette année pour monter cette formation et mobiliser le réseau, ce projet a été reporté sur 2017. Les autres actions reportées sont : formation GRH directeurs, temps fort FIC, rencontre annuelle des élus	8600
Total	9 800

2.3 Les frais liés à la communication de la Fédération

Ils ont été moins importants que prévus (**3 771.08 €**) lié pour partie à des supports de communication produits à moindre frais (en interne, prestataires moins chers que prévus).

2.4 La bourse aux projets

Pour rappel, cette bourse soutient des actions dont la thématique est votée tous les deux ans en conseil d'administration. Elle est alimentée financièrement par les produits financiers de nos placements. Le solde restant début 2016 s'élevait à **9 953.17 €**.

Trois projets ont été soutenus en 2016 (thème culture) pour un montant total de **3 104.20€**.

Le total encore disponible à ce jour s'élève à **6 848.97€**, incluant les **5 020.00€** provisionnés pour la bourse aux projets « FIC » à l'AG 2016, qui ne seront engagés qu'en 2017.

2.5 Une vie fédérale et un fonctionnement ralentis

Une activité légèrement ralentie des instances de gouvernance en lien avec le réseau fédéral : pas de participation à l'AG FCSF (**2 795.00€** en 2015)

2.6 Les cotisations des adhérents

Elles sont en légère baisse : **119 528.48€** en 2015 à **115 641.92€** en 2016 : **- 3.25%**
Cette légère diminution peut être expliquée notamment par des variations dans le montant des cotisations des centres



adhérents.

On note également la perte d'un adhérent (le Landy) et l'arrivée de deux nouvelles structures dans le réseau (Sémard, Jardin des Sources).

Le montant des cotisations doit être observé avec attention. En effet, le contexte de baisse des dotations globales des communes doit nous maintenir en alerte (prenant en compte la part majoritaire des centres sociaux municipaux dans notre réseau).

2.7 Des subventions supplémentaires

Elles sont pour l'essentiel le fruit du conventionnement liant l'activité de la fédération à la CAF et au développement du dernier poste de chargé de mission : **228 741 .50€** de subvention en 2016 contre **212 214.710€** en 2015 (soit **+ 16 526.80€**, **+7.8%**).

D. Sur le traitement du résultat brut

Nous avons inscrit en produits constatés d'avance une part des produits liés à la convention CAF/Fédération pour un montant de **15 000.00€** qui seront employés de la manière suivante :

- **7 500.00€** : formation GRH/management à destination des directeurs de centres sociaux, avec Comptoir des RH
- **1 500.00€** : facilitation graphique et production du support (Avoir à Dire) de restitution de la recherche action sur les « instances participatives en centre social municipal » avec la SCOP Accolades
- **3 000.00€** : expérimentation du budget participatif avec le centre social André Malraux (Villepinte) et l'appui d'Accolades

- **3 000.00€** sur la conception et la réalisation d'un jeu sur la fonction accueil (fonctions de base CS >> convention CAF) avec Under construction.

Nous avons également inscrit en fonds dédiés le financement relatif à la Fabrique d'Initiative Citoyenne (**20 000.00€**), le premier versement du projet étant intervenu fin 2015, décalant de fait l'ensemble des actions menées d'un exercice, et les fonds alloués pour la mise en place d'une formation à destination des bénévoles (**1 200.00€**).

Considérant le contexte particulier de 2016, nous avons créé une provision à destination du réseau départemental permettant de développer une action d'envergure fédérale ; le réseau sera sollicité à travers un sondage pour préciser la nature de l'action qu'il souhaite mettre en oeuvre sur 2017.

E. Affectation du résultat

Les charges de l'exercice 2016 sont portées à un total de **422 269.22 €**. Les produits s'élèvent à un total de **429 351.89€**.

Le conseil d'administration de la fédération propose que le résultat de **7082.67€** soit affecté de la manière suivante :

- **1148.96€** en réserve « Bourse au projets » sur le thème de la Fabrique des Initiatives Citoyennes, conformément à la décision de l'AG 2016, équivalent au montant des produits financiers 2016
- **5933.71€** au report à nouveau

Franck Esvan-Gautier - Trésorier





PERSPECTIVES POUR 2017

La fédération a investi début 2017 ses nouveaux locaux, situés aux Pavillons-sous-Bois. Une étape marquante dans la vie de l'association, qui souhaite offrir à travers cette nouvelle implantation un espace à destination de son réseau, favorisant rencontres, synergies, temps de travail et accès facilité à des ressources.

Dans le même temps la gouvernance fédérale évolue, et connaîtra là aussi un tournant avec le renouvellement d'une partie de son conseil d'administration et notamment de son exécutif, avec le départ de la Présidente, du Trésorier et du Secrétaire, conformément aux statuts de l'association qui limite les mandats dans le temps, et favorise de cette manière le renouvellement des engagements. Engagements qu'il nous faut saluer, dans la mesure où ils ont fortement accompagné le passage de la fédération dans cette nouvelle étape de son développement et de son ancrage auprès de son réseau.

En matière d'actions à destination de son réseau, 2016 a ainsi vu se poursuivre et se consolider des chantiers bien ancrés dans le réseau, a confirmé également la montée en charge de nouveaux axes de travail tels que la prise en compte des publics seniors sur les territoires d'implantation des centres sociaux, avec l'appui du partenariat avec la CNAV, ou encore autour de la jeunesse : enjeu transversal de l'action fédérale, a été conforté par l'arrivée d'un nouveau chargé de projet dédié à ces questions.

De même pour les enjeux d'égalité de traitement, qui doivent toujours être une préoccupation dans les actions travaillées dans les centres sociaux.

La dimension de l'accueil en centre social a également trouvé une place dans la vie fédérale, à travers le développement d'un groupe de travail très sollicité, et qui augure de belles perspectives de réflexions partagées autour du projet Accueil, fonction essentielle pour les centres sociaux, qui devrait avancer sur la construction d'un jeu pédagogique à partager largement dans les équipes et au sein du réseau.

De la même manière, la fédération a pris en 2016 de manière plus marquée, le tournant de cette ère numérique avec le développement d'un chantier qui permet de mieux s'outiller pour accompagner le réseau sur ces enjeux très forts sur notre territoire, en lien avec nos partenaires.

Gageons que 2017, nous amène à poursuivre ses travaux collectifs, au service des habitants -es des territoires de Seine-Saint-Denis, avec toujours au cœur de nos préoccupations, la place et la participation de ces derniers aux décisions et actions qui les concernent au premier chef. La fédération cherche ainsi à développer de nouvelles approches, qui permettent d'alimenter réflexions et pratiques, à l'instar de la recherche - action sur la mise en place d'instances participatives en centre social municipal ou encore les formations et rencontres mises en place autour du développement du pouvoir d'agir qui amèneront à une rencontre autour de l'engagement.



 Fédération de
Seine-Saint-Denis



Fédération des centres sociaux et socioculturels de Seine-Saint-Denis

21, allée Jules Guesde - 93320 Les Pavillons-sous-Bois | 01 41 50 52 67 | contact@centres-sociaux93.fr

www.seinesaintdenis.centres-sociaux.fr